

COMMENT ENCOURAGER LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LES MARCHÉS PUBLICS?

21.10 ATELIER ANIMÉ PAR SA.W.B

SKETCHNOTE: STEPHANIE. LEFEVRE@SPW.Wallonie.BE

SOCIALE,

LES ENTREPRISES 1 FINALITÉ SOCIALE PLUTOT QUE PRODUIT V

2 AUTONOMIE SOCIALE 597

C'EST QUOI?

DÉCISION DÉMOCRATIQUE







3TYPES DE

PROFESSIONNELLE

ENTREPRISES D'INSERTION

55 ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE



UN PROCESSUS PÉDAGOGIQUE ADAPTÉ, CONCRET, PAR LA PRATIQUE POUR FORMER DES DEMANDEURS D'EMPLOI PEU QUALIFIES AUX MÉTIERS DE LA RESTAURATION

auPlusNet.

INSERTION À L'EMPLOI VIA UNE SOCIÉTÉ COOPERATIVE DE NETTOYAGE



ENTREPRISE DE TRAVAIL ADAPTÉ POUR PERSONNES FRAGILISÉES PAR LA MALADIE / LE HANDICAP

> Une entreprise ordinaire, composée de personnes estra-ordinaires







FORMATION

EMPLOI DURABLE

Pour des marchés éthiques, socialement PLUS RESPONSABLES ET DURABLES

UN INVESTISSEMENT SOCIAL LA WALLONIE POUR LA WALLONIE

> LES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE RÉPONDENT AUX MARCHÉS OUVERTS À TOUTES LES ENTREPRISES PROPOSENT DES SERVICES PROFESSIONNELS ET RÉPONDENT AUX EXIGENCES

COMMENT LES INTÉGRER AUX MARCHÉS ?

INCLURE DES CLAUSES SOCIALES

- CLAUSE DE FORMATION CLAUSE FLEXIBLE
- CLAUSE DE RÉSERVATION
 - FREINS À LEVER

POUR LES ENTREPRISES

· LA PETITE TAILLE DU MARCHÉ

· LA LOCALISATION

POUR LES ACHETEURS

- · MÉCONNAISSANCE DE L'OFFRE
- · DÉFICIT D'AMBITION
- . MANQUE DE TEMPS/D'HABITUDE
- · DIFFICULTÉ DE CAUBRER LES CLAUSES TECHNIQUES





SAW-B A CRÉÉ UN ANNUAIRE

DETAILLÉ REPRENANT TOUTES LES ENTREPRISES D'INSERTION

CAW-B RÉALISE UNE VIEILLE SUR E-PROCURMENT

ET RELAIE vers les structures D'ÉCONOMIE SOCIALE





La commande publique au cœur de la relance de la Wallonie

4^{ème} Rendez-vous des acheteurs publics responsables



Ce qu'on entend dans la bouche de nos partenaires...

Le levier de la commande publique doit être utilisé à plein pour notre économie La commande publique doit être accessible simplement et le plus largement possible. Elle doit surtout devenir plus **stratégique** et contribuer, dans le respect du droit, à nos **objectifs économiques, écologiques et sociaux**

Nous passons plus de temps à nous protéger qu'à ouvrir nos marchés à d'autres acteurs. Nous sommes dans le contrôle aigu. Nous devons oser davantage

Les marchés publics étouffent l'initiative, entravent la solution et mènent à une très grande déresponsabilisation. Ils ne sont pas en l'état un outil intéressant pour les politiques publiques

A quoi sert-il de faciliter l'accès aux marchés publics si le processus s'englue ensuite. Nous ne pouvons pas vendre un chat dans un sac Nous n'avons pas les moyens de nos ambitions

Ce projet nécessite un changement de mindset complet, par le haut et par le bas Ce ne sont pas les circulaires qui vont faire changer les choses. Nous devons démontrer par l'exemple Les marchés publics sont un levier essentiel dans la réalisation des missions de service public. Ils sont faits pour dépenser efficacement et rapidement les deniers publics pour les missions de service public

« La commande publique a longtemps été regardée comme un processus administratif, juridique et budgétaire, et pas comme un outil de politique économique stratégique.

Or elle représente 8% du PIB, soit quelques 200 milliards d'euros »

Agnès PANNIER-RUNACHER, Ministre de l'Industrie





La commande publique en quelques chiffres

POIDS de la commande publique - Estimation

+/- 14% du PIB européen

+/- 7% du PIB wallon

REPARTITION des marchés en Belgique (e-procurement)

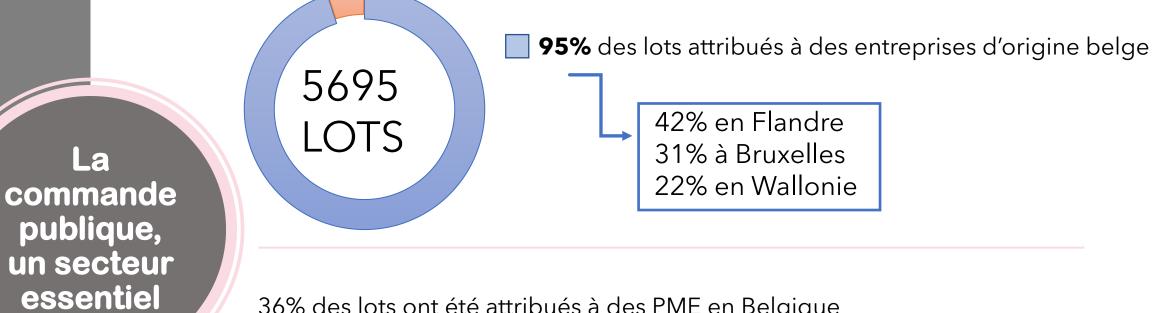
- 5595 lots attribués
- 2386 marchés
- Ces lots pèsent 30 milliards €

ATTRIBUTION - e-procurement

Adjudicateurs wallons: 30% des lots pour 15% des montants totaux



LOCALISATION des opérateurs économiques- e-procurement



36% des lots ont été attribués à des PME en Belgique

35% des lots ont été attribués à des PME par les pouvoirs adjudicateurs wallons

REPARTITON des marchés en Wallonie (e-procurement)

Intercommunales > premier adjudicateur

31% du total des lots attribués

Pèsent 77% du montant total wallon attribué en 2020

SPW > deuxième adjudicateur

23% du total des lots attribués

Pèse 10% du montant total wallon attribué en 2020

Pouvoirs locaux > troisième adjudicateur

23% du total des lots attribués

6.5% du montant total wallon attribué en 2020

La commande publique, un secteur essentiel

CARACTERISTIQUES de la commande du SPW

En 2020:

- 4334 marchés recensés sur base des n° de marchés
- 733 millions €

La commande publique, un secteur essentiel

REPARTITION des lots par type de MARCHE (SPW)

- Marchés de travaux > poids économique plus lourd mais en moins grand nombre
- Marchés de fournitures > poids économique plus faible mais en plus grand nombre
- Marchés de services > poids économique et nombre similaire

REPARTITION des lots par type de PROCEDURE (SPW)

- Procédure relative aux marchés de faible montant la plus utilisée
- Ainsi que la procédure négociée sans publication préalable





Un enjeu

= attirer les entreprises

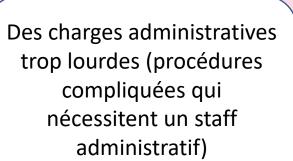
La connaissance du terrain, de l'offre

Des conditions d'accès trop exigeantes, une disproportion des exigences

Des marchés trop gros (difficile de se qualifier)

Des délais de paiement trop longs

Une mauvaise information (où trouver l'information?)





Entente entre les grands acteurs

Le critère du prix

Des documents incohérents, des CSC laconiques

Des chances de succès trop minces





La commande publique

= une action prioritaire du GW

Enjeux

Passer de...

à ...

Passer et exécuter un marché public

Satisfaire un besoin identifié en utilisant les ressources publiques de la manière la plus efficiente possible



Contribuer aux enjeux de politique publique en matière économique, sociale et environnementale¹ (en particulier dans le cadre du PRW)

⁽¹⁾ Exemples: favoriser certaines catégories d'entreprise, en particulier les TPE/PME, inciter à l'embauche de certaines catégories de travailleurs, favoriser des comportements écologiques vertueux, stimuler l'innovation, etc. et plus largement, susciter des normes de comportement responsables

4 Piliers d'action



Professionaliser la commande publique

Insuffler un nouvel état d'esprit (tout en maîtrisant le risque juridique) et optimiser le processus achats : le juste besoin et des dépenses publiques maîtrisées.



Faciliter l'accès des PME aux marchés publics

- Encourager, soutenir et accompagner les PME à chaque étape du processus d'achat,.
- Diminuer les barrières à l'entrée.
- Optimaliser la concurrence des acteurs économiques.
- Développer des relations partenariales durables.



Rendre les marchés publics plus durables

Veiller à la contribution des marchés au développement durable, en conciliant développement écologiquement soutenable, efficacité économique et équité sociale, sans fausser la concurrence



Renforcer la gouvernance et la connaissance

Permettre aux acheteurs publics de piloter leurs politiques d'achat et aux acteurs économiques de disposer de données économiques et financières essentielles

Objectif in fine

Optimiser chaque étape du cycle de vie des marchés publics

Définition du besoin et prospection

Cahier spécial des charges

Publicité

Offre

Attribution

Post-attribution

Wallonie service public SPW



Merci pour votre attention!

۹ Hug

Hugues Degeimbre et Pierre Massart





support.dmp@spw.wallonie.be





Comment encourager les entreprises d'économie sociale dans le cadre des marchés publics ?

21 octobre 2022





14h00

14h30

14h55

13h00 Introduction

13h05 Economie sociale et économie sociale d'insertion

13h15 Présentation des entreprises d'économie sociale d'insertion

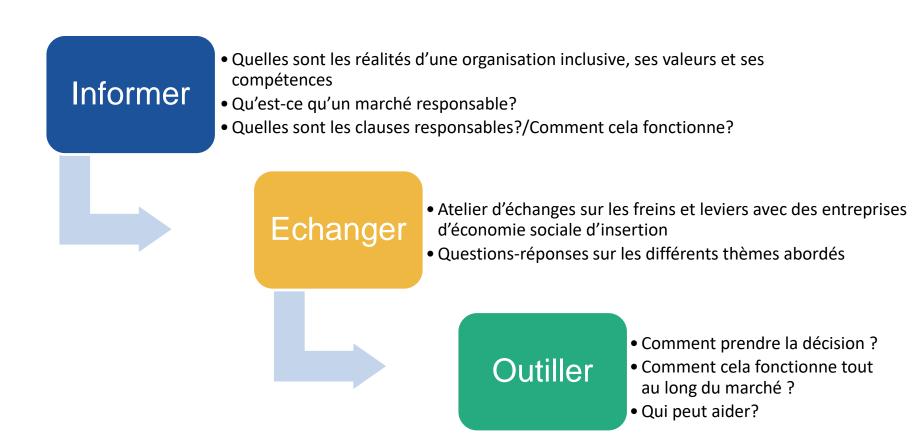
13h55 Annuaire des entreprises d'économie sociale d'insertion

Intégrer des clauses sociales dans ses marchés publics responsables

Atelier d'échanges sur les freins et leviers aux marchés publics avec clause sociale

Ressources & Conclusion

Objectifs de l'atelier.



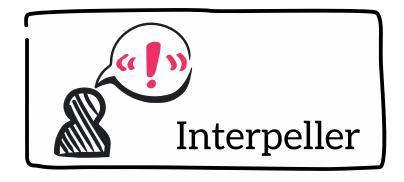


Introduction

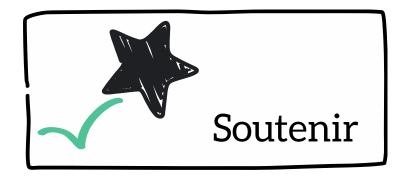


SAW-B est une fédération et une association qui a pour mission de défendre et de déployer l'économie sociale comme alternative crédible et concrète au modèle économique dominant.

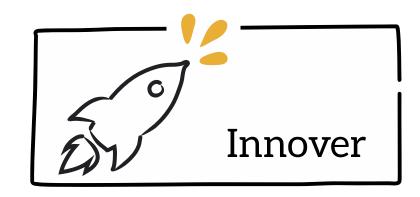
Trois missions.



Etre force de critique et de proposition

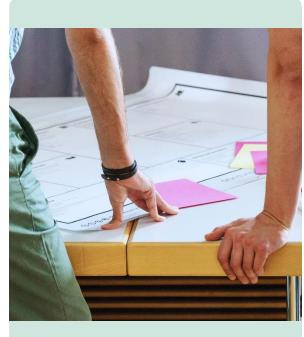


Renforcer l'impact et la viabilité des entreprises sociales



Etre un labo de recherche et d'expérimentation pour l'économie sociale

4 services.



Entreprendre



Former



Faciliter -Rassembler



Evaluer



Économie sociale et économie sociale d'insertion

L'économie sociale, c'est quoi?

«L'économie sociale est un mouvement économique où le profit n'est pas une fin en soi mais un moyen au service d'objectifs d'intérêt général ou d'intérêt mutuel.»

> Multiplicité de formes d'entreprises

Multiplicité de notions & concepts



4 principes de l'économie sociale.

1.

Finalité sociale plutôt que de profit 2.

Autonomie de gestion

3.

Décision démocratique 4.

Primauté des personnes et du travail sur le capital

L'économie sociale d'insertion, c'est quoi?

«L'économie sociale d'insertion : ... »

L'économie sociale d'insertion est une activité à la croisée de l'action sociale, de la formation et de l'activité économique qui vise une action continue et globale (de la part d'organismes agissant de façon concertée et complémentaire) allant de la socialisation (remise à niveau des connaissances et valorisation personnelle) via l'acquisition de compétences sociales (acquisition de "savoir-être" et accès à la citoyenneté active) et professionnelles ("savoir-faire") jusqu'à la participation active et solidaire au processus de production. On parle d'insertion sociale et professionnelle, car l'emploi remplit plusieurs fonctions dont une (et non des moindres) est l'insertion sociale. (Source : CIRIEC-Belgium)



Les entreprises d'insertion/intégration

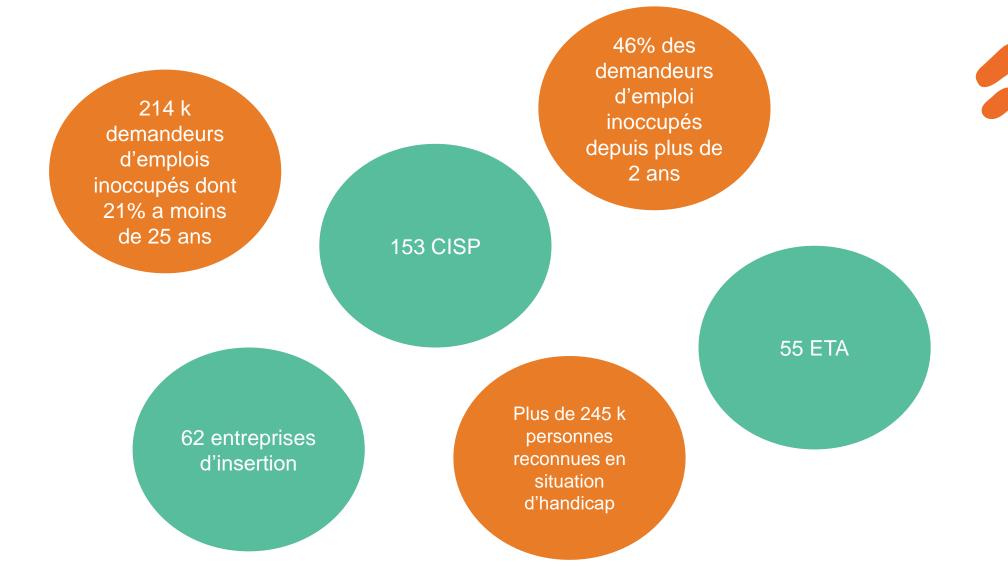
CISP -> Organisme d'Insertion Socio-Professionnelle Formation par le travail pour personnes en difficulté d'insertion -> stagiaire (contrat de formation)

EI-> Entreprise d'Insertion Emploi pour les personnes peu qualifiées-> employés (50% personnelprogressif)

ETA -> Entreprise de Travail Adapté Emploi pour les personnes présentant un handicap (physique, mental, sensoriel, psychique) -> employés (70% personnel)



Quelques chiffres (en RW) ...



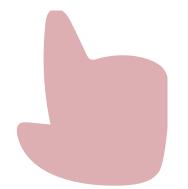
Capacités des EESI

- Les entreprises d'économie sociale sont dans l'économie de marché et doivent répondre en termes de qualité comme de prix à la loi du marché pour être viables économiquement.
- Négociation commerciale comme avec toute structure et choix parmi les EESI
- Développement de compétences spécifiques et pointues
- Implication (notamment en plaçant le bon stagiaire/employé sur le bon poste au bon moment)!



3.

Présentation des entreprises d'économie sociale d'insertion



Le Perron de l'Ilon Centre d'Insertion Socio-Professionnelle



Présentation de l'entreprise

Perron de l'Ilon





Restaurant-Brasserie 125 places – NAMUR CENTRE L'ILON





Restaurant d'Entreprise 180 places – BOUGE CFR BOUGE





Self service 135 places – CHAMPION CREAGORA





Activités événementielles de 50 à 1.000 personnes PROVINCE DE NAMUR



Centre d'Insertion Socio-professionnelle?

CISP - EFT (Entreprise de Formation par le Travail)

- ✓ Former des demandeurs d'emploi peu qualifiés :
 - Apprentissage technique par la pratique et l'exercice du métier.
 - Accompagnement personnalisé du projet (socio-professionnel).
 - Stages en entreprise.
 - Défraiement de 1 € brut de l'heure + remboursement des frais de déplacement.
 - Durée variable jusqu'à 18 mois.





- ✓ Développement des compétences transversales à l'emploi.
- ✓ Développement des compétences techniques métiers.
- ✓ Travail sur les dynamiques de recherches emploi.
- ✓ Passerelle vers l'emploi et l'emploi d'insertion.
- ✓ Passerelle vers la validation des compétences.
- ✓ Soutien à la résolution des problématiques sociales (logement, endettement, violence intrafamiliale, ...).





Les marchés publics comme levier de développement

- ✓ Sur site, marché public pour activité récurrente permettant de garantir un volume d'activité.
- ✓ En traiteur, marché pour événements séminaires pour soutenir le développement des actions.

Plus-value de passer par un CISP pour les PA

1 € dépensé = 1 € réinvesti dans la mission du CISP vu son statut.

Au plus Net Entreprise d'Insertion



Présentation de l'entreprise





Pour faire place Nette avec des emplois Nets.

Une société coopérative de nettoyage à finalité sociale d'insertion professionnelle



Créée en 2006

41 ouvriers

5 employées

Projets: nouveaux services, déménagement, écologie

Entreprise d'Insertion?







- SATISFACTION DU CLIENT
- 1H DE TRAVAIL= 1 FACTURE
- PLANNING DE NETTOYAGE
- respect d'un cahier des charges

ENGAGEMENT de PERSONNES FRAGILISEES
REMETTRE LES PERSONNES AU TRAVAIL, SUR
LES RAILLES
CONTRAT DE TRAVAIL
INSERTION DURABLE/QUALITE
ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
BIEN ETRE TRAVAILLEUR
FORMATION interne/à la demande/pour un future
emploi

HORAIRE ADAPTEE
PROJET PROFESSIONNELLE
EMPLOI REBOND ou PERENNE
PARTICIPATION active dans la société (parts=25€)



Impact social?

- ✓ SECURITE D'EMPLOI FINANCIERE
- ✓ BUT DANS LA VIE-NOUVEAU PROJET-REPRISE D'ETUDES
- ✓ SENS DU TRAVAIL
- ✓ DIMINUTION DU STRESS
- ✓ AUTONOMIE
- ✓ RESET





Les marchés publics comme levier de développement

- ✓ ASSURANCE D'AVOIR UN TRAVAIL POUR QUELQUES MOIS
- ✓ CONTRAT CLAIR, SÉRIEUX, FIABLE ET IMPORTANT
- ✓ CAHIER DES CHARGES COMPLET
- ✓ CONCURRENCE LOYALE ET OBJECTIVE



ENTRA

Entreprise de Travail Adapté





Présentation de l'entreprise



ASBL active depuis 1968

Plus de 1000 collaborateurs répartis dans 6 départements : Blanchisserie / Titres-services repassage / Industrie / Transformation&Rénovation / Insourcing / Contact&Data Center

Notre mission en tant qu'Entreprise de Travail Adapté est de créer et de conserver des emplois de qualité, adaptés et durables pour les personnes en situation de maladie ou de handicap.

Entra démontre chaque jour qu'il est possible de combiner rêve social et réalité économique.



- ETA = Entreprise de Travail Adapté : assurer à toute personne en situation de handicap la possibilité d'exercer un travail utile et rémunérateur dans un environnement adapté.
- 10 000 emplois
- 55 entreprises réparties en Wallonie et en région germanophone
- Contrat de travail : niveau de salaire garanti, statut social et sécurité de l'emploi
- Encadrement par des moniteurs expérimentés (gage de la qualité des travaux effectués)
- Entreprises d'économie sociale créées sous forme d'ASBL ou de coopérative à finalité sociale
- Véritables entreprises : travail soigné, produits de qualité, délais respecté et aux prix du marché
- Des entreprises modernes et adaptatives
- Active dans de nombreux domaines d'activité (+ de 250) : parcs et jardins, mailing, nettoyage, construction, impression, call center, GED
- Equilibre entre mission sociale et performance économique



La motivation du personnel en ETA est énorme ainsi que l'implication qu'ils ont dans les objectifs donnés par nos clients mais aussi, et SURTOUT, la qualité du travail effectué.

Au niveau du call center, on peut remarquer un très faible turn-over au sein des ETA comparé aux grands call-centers. Nous suivons notre personnel quotidiennement, les formons et nous leur donnons des possibilités d'évolution également. La vie sociale est très importante pour nos employés.

Exemple de Fabrice B. (agent call center) : Fabrice est arrivé chez Entra il y'a 10 ans. Paraplégique, toutes les portes d'un emploi dans les sociétés « ordinaires » se fermaient pour lui.

Entra lui à permis de se former en tant qu'agent call-center et Fabrice est désormais un pilier de notre équipe call. Grâce à ce travail, il a trouvé des collègues, une famille, un épanouissement personnel et professionnel.

Ce métier lui à ouvert des portes également pour le domaine privé (accès à un crédit qui lui était refusé auparavant etc)



- Des marchés publics éthiques à valeur ajoutée
- Transformer les dépenses publiques en outils politiques pour favoriser l'inclusion de personnes en situation de handicap
- Des marchés socialement plus responsables et durables
- Pas de diminution des exigences
- Exercer une politique d'achat plus socialement responsable et durable
- Répondre au quota d'emploi de personnes en situation de handicap dans les administrations

Annuaire des entreprises d'économie sociale d'insertion/intégration



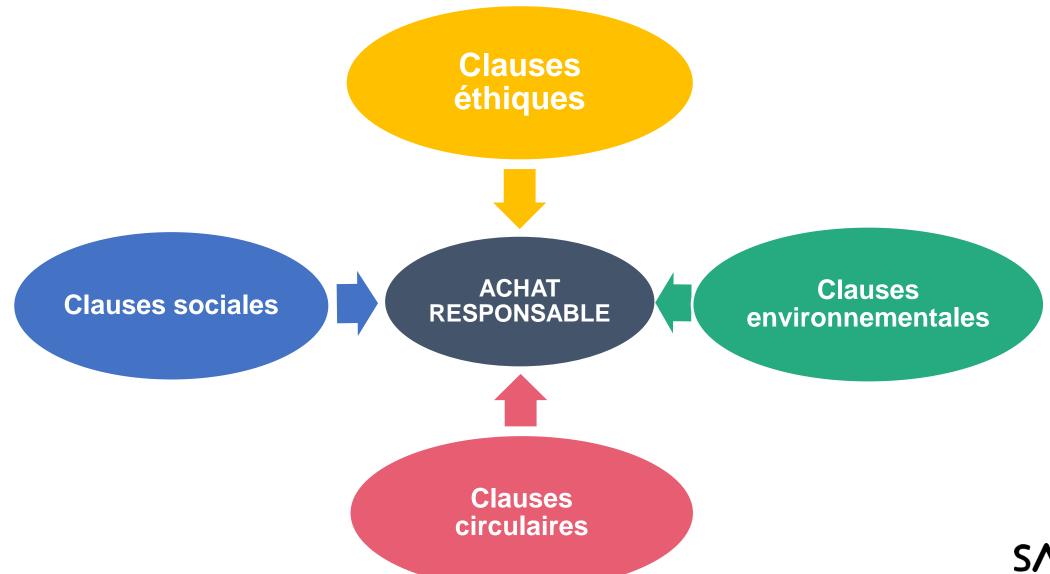
Introduction: contexte et perspective

- Plan de relance = la Déclaration politique régionale + Get Up Wallonia
 - + Facilité pour la reprise et la résilience
 - -> transition économique, sociale et environnementale
- Marchés publics = environ 14% PIB Europ. -> levier important de la transition vers une société durable et inclusive, via les clauses responsables
- Cahier des charges = véhicule juridique d'un acte d'achat ... responsable



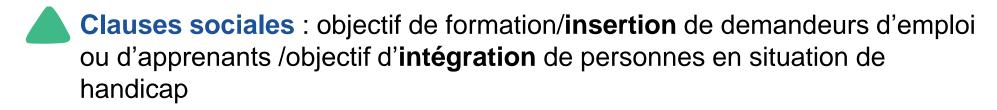


Vision intégrée des 4 clauses responsables.









Clauses éthiques : acquérir des fournitures, et bénéficier de services et travaux dans des conditions jugées justes et humaines

Clauses environnementales : réduire l'empreinte écologique des produits, services et travaux

Clauses circulaires: Assurer les dimensions sur l'ensemble du cycle des fournitures/travaux/services







Clause de formation: Imposer à l'entreprise adjudicataire de réaliser un effort de formation de demandeurs d'emploi ou d'apprenants pendant l'exécution du marché

Condition d'exécution



Clause flexible : Imposer à l'entreprise adjudicataire de réaliser

- soit un effort de formation de demandeurs d'emploi ou d'apprenants
- soit un effort d'insertion/intégration socioprofessionnelle pendant l'exécution du chantier en sous-traitant une partie du marché à une entreprise d'économie sociale d'insertion
- soit une combinaison des deux





Clause de réservation: Réserver le marché ou un/plusieurs lot(s) du marché à des ateliers protégés ou des opérateurs économiques dont l'objectif est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées





Clauses sociales - cadre réglementaire

Bâtiments

- → Pour tous les pouvoirs adjudicateurs régionaux :
- Marchés de travaux de bâtiments >1.000.000€ HTVA (*1)
- Marchés FEDER peu importe le montant du marché (*2)
- → Pour toutes les Sociétés de logement de service public (SWL):
- Marchés de travaux de bâtiments >1.000.000€ HTVA (*3)
- → Pour tous les pouvoirs adjudicateurs fédéraux
- Marchés de travaux de bâtiments >1.500.000€ TVAC (*4)
- → Pour tous les pouvoirs adjudicateurs locaux
- Marchés de travaux subsidiés par le Fonds Régional d'Investissement communal peu importe le montant (7*)
- Marchés FEDER peu importe le montant (*8)

Voiries

- → Pour tous les opérateurs de développement économique
- Marchés de travaux de voirie et ZAE> 750.000€ HTVA (*5)
- → Pour tous les pouvoirs adjudicateurs régionaux :
- Marchés de travaux de voirie et ZAE >750.000€ HTVA (*6)
- Marchés FEDER peu importe le montant du marché (*2)
- → Pour tous les pouvoirs adjudicateurs locaux
- Marchés publics de travaux subsidiés par le Fonds
 Régional d'Investissement communal peu importe le montant (*7)
- Marchés FEDER peu importe le montant (*8)

Pour l'ensemble de ces cas : Obligation d'insertion d'une clause sociale



Opportunités de rendre son marché responsable tout au long de sa construction ...



A. Mode de passation

I. Marchés de moins de 30.000 euros htva (dit « de faible montant »)

Conclusion par simple facture acceptée

-> consultation de plusieurs opérateurs économiques (au moins 3) et choix d'un prestataire sans nécessité de critère d'attribution

II. Marchés de moins de 140.000 euros htva

Procédure négociée sans publication préalable

- -> cahier des charges
- -> Sollicitation de plusieurs opérateurs économiques
- -> négocier de la même façon avec chacun (principe d'égalité et de non-discrimination)

Pour un marché responsable : introduire les entreprises d'économie sociale dans sa short list





B. Etude du besoin -consultation préalable

Définir son besoin

Définir la nature et l'étendue de son besoin à satisfaire en prenant en compte les dimensions de développement durable dont la dimension sociale en intégrant l'insertion socio-professionnelle

Etude préalable du marché

Phase de consultation préalable (art.51 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, ci-après LMP) qui permet une vraie étude de faisabilité dans le respect des principes de concurrence, de non-discrimination et de transparence.





Envisager l'allotissement (art.58 LMP)

Pourquoi allotir?

- Allotir peut permettre l'accès au marché d'opérateurs économiques de plus petite taille, dont des acteurs d'économie sociale (qui sont essentiellement des TPE/PME)
- Allotir peut permettre d'intégrer les clauses responsables lorsque ce n'est pas possible sur l'ensemble du marché

Obligatoire?

Obligation d'envisager l'allotissement pour les marchés dont le montant est estimé à plus de 140.000 euros HTVA (secteurs classiques >< secteurs spéciaux = eau, énergie, transport et services postaux) -> obligation de motivation si pas recours à l'allotissement





D. Etudier la possibilité de réserver le marché/un ou plusieurs lots

Clause de réservation :

Réserver le marché ou un/plusieurs lot(s) du marché à des ateliers protégés ou des opérateurs économiques (dont la plupart sont des TPE/PME) dont l'objectif est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées. (Article 15 LMP)





E. Intégration des clauses responsables dans le cahier des charges





A. Objet du marché



Indispensable d'y intégrer les dimensions durables –conseillé dès la dénomination du marché- dans lesquelles s'inscrit le marché car tous les critères d'attribution, les spécificités techniques et les conditions d'exécution doivent avoir un lien avec l'objet du marché.

Ex. : « Le présent marché est un marché public de services ayant pour objet la confection et la livraison de repas s'inscrivant dans une démarche d'alimentation durable. L'objectif est donc d'offrir aux enfants des aliments de qualité, de saison, produits dans le respect de l'environnement et de la santé, tout en privilégiant les circuits courts. La conception d'alimentation durable vise également l'insertion socio-professionnelle dont l'objectif est d'offrir une formation/ un contrat tremplin dans un parcours vers un emploi durable pour les personnes éloignées de l'emploi et l'intégration par l'emploi des personnes handicapées. »

Ne pas être précis au point qu'aucun opérateur économique ne soit en capacité de répondre





B. Sélection qualitative



Critères d'accès au marché -> motifs d'exclusions et capacité requise



Le ou les critères de sélection peuvent avoir trait : 1° à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ; et/ou 2° à la capacité économique et financière ; et/ou 3° aux capacités techniques et professionnelles.



Ex. : « Le soumissionnaire fournira une déclaration mentionnant la liste des services identiques (dans une démarche d'alimentation durable) et de valeurs comparables à ceux faisant l'objet du présent avis de marché et exécutés au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Cette liste doit contenir minimum 2 services identiques et sera appuyée d'attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou l'acheteur privé, conformément aux dispositions de l'article 68 §4 de l'arrêté royal du 18 avril 2017. »



S'assurer que cette exigence ne restreint pas la concurrence de façon disproportionnée et est adaptée à la taille de votre marché





C. Spécifications techniques



= caractéristiques requises des travaux, des fournitures ou des services -> minimum à satisfaire

Elles sont formulées:

- Soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, en ce compris des caractéristiques sociales, éthiques ou environnementales
- Soit par référence à des normes, évaluations techniques, spécifications techniques ou autres référentiels techniques. Chaque référence est accompagnée de la mention "ou équivalent".

Ex. : « Ingrédients issus de l'agriculture biologique

La première année du marché, 15 % de la valeur financière totale des achats des ingrédients seront issus de l'agriculture biologique, la deuxième année du marché 17,5 %, les troisième et quatrième années du marché, 20 %.

De quelques denrées en particulier : xxx » - Détailler si nécessaire pour des denrées en particulier

Particularités objectives et mesurables relatives à l'objet du marché





D. Critères d'attribution

permettent d'attribuer les marchés, sur l'« offre économiquement la plus avantageuse »

critères qui vont au-delà des critères purement économiques (prix/coût) -> rapport qualité/prix qui intègre les caractéristiques sociales, environnementales et innovantes, le commerce et les conditions dans lesquels il est pratiqué (art. 81 LMP)

Ex. : « Les performances en matière d'insertion socioprofessionnelle des publics en difficulté (x%)

Pour permettre d'apprécier celles-ci, le soumissionnaire fera état du nombre d'heures de formation et/ou d'insertion prestées pour ce présent marché (plus il est élevé, mieux ceci est) étant entendu qu'une offre ne proposant pas le nombre minimum de 500 heures de formation prévu par an sera d'office écartée et ne sera donc pas examinée. L'offre qui présentera le total le plus élevé du nombre d'heures recevra le maximum des points. Les autres offres obtiendront un nombre de points qui correspondra au ratio par rapport à la meilleure offre. »

Importance d'accorder suffisamment de poids (points) au critère commerce sinon risque que les opérateurs économiques négligent le critère. Doit être objectivable et quantifiable.





E. Conditions d'exécution

Conditions spéciales relatives à l'exécution du marché -> n'entrent pas en compte dans le choix de l'attributaire

Peuvent être liées à des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, pour autant qu'elles soient liées à l'objet du marché.

Ex. : « En application de l'article 40 de loi du 15 juin 2006, l'adjudicataire s'engage à mener, dans le cadre de l'exécution du marché, des actions de formation professionnelle de jeunes qu'ils soient ou non soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, de demandeurs d'emploi ou de toute personne n'étant plus soumise à l'obligation scolaire et ce pour un minimum de 500 heures. (...) »

Il ne peut s'agir de spécifications techniques, critères d'attribution, ou de critères de sélection déguisés.





Où intégrer ?

Quel(s) contrôle(s)?

Quelle(s) conséquences ou sanction(s) ?

Critère de sélection

Spécifications techniques

Critère d'attribution

Condition d'exécution

Labels, Certificats,...

Condition de performance particulière ; caractéristiques techniques d'un label, d'une norme ou d'une certification

Documents justificatifs, attestations,

...

Réunions de suivi, contrôles ponctuels (par le PA ou un tiers mandaté), attestations, factures, ... Non-sélection

Offre écartée si irrégularité substantielle (caractère essentiel)

Discrimination qualitative (perte de points)

Amendes pour retard, Pénalité (générale et/ou spéciale), mesures d'office, exclusion de la participation à d'autres marchés



G. Arbre décisionnel pour un marché responsable

Définir son besoin Etudier le projet et ses enjeux



Si « faible montant » -> consultation d'opérateurs économiques « durables »



Envisager l'allotissement



Est-il possible de réserver un ou plusieurs lots (ou le marché)?



Introduction des clauses responsables dans le cahier des charges

Objet du marché

Spécifications techniques Sélect

Sélection qualitative

Critère d'attribution Condition d'exécution

Prévoir contrôle et sanction





H. Ligne du temps d'un marché responsable

Réflexions et intégration dans le cahier des charges

- Etude de la faisabilité (définition du besoin, entreprises pouvant répondre, offres du marché,...)
- ☐ Si faible montant -> consultation short list «durable »
- Envisager l'allotissement et la réservation
- Formalisation des clauses adéquates

Contrôle

- Réceptionner et vérifier les documents justificatifs
- ☐ Contrôle pendant l'exécution et/ou à la livraison

Préparation Publication

Exécution

Clôture

Attribution

Information

- Organiser le kick-off meeting
- Rappeler à l'adjudicataire ses obligations
- ☐ Fixer une date d'évaluation à mi-durée

Clôture

- ☐ Vérification du respect des obligations
- Délivrer attestation de bonne exécution ou sanctionner
- ☐ Capitaliser sur l'expérience
- ☐ Communiquer



Ressources et conclusion



Qui peut m'aider?

- SAW-B: <u>www.saw-b.be</u> Contacts: <u>l.drousie@saw-b.be</u> 0476/ 54 23 80 et <u>f.genot@saw-b.be</u> 0489/340.750
- Helpdesk RW: www.developpeementdurable.wallonie.be et marchespublics.responsables@spw.wallonie.be
- **Eco-conso:** www.ecoconso.be et info@ecoconso.be
- * Ressources: www.res-sources.be et info@res-sources.be





Coordonnées des facilitateurs clauses sociales

Marchés de travaux et voirie

Adjudicateurs

- SPW et OIP
- SLSP
- Pouvoirs locaux

- Fédéral









Service Public de Wallonie clausessociales@spw.wallonie.be

Société Wallonne du Logement Direction Marchés publics et Droit immobilier clausessociales@swl.be

Service Public de Wallonie

DGO5 - Direction du Patrimoine et des Marchés Publics marchespublics.pouvoirslocaux@spw.wallonie.be

Ou, pour villes et communes



Union des Villes et des Communes de Wallonie Cellule Marchés publics marchespublics@uvcw.be 081/24.06.75



Régie des bâtiments nadine.ngoytshika@buildingsagency.be



Quels outils?

- Entrées thématiques sur le <u>site du SPW</u>
- Annuaire de SAW-B
- Fiches techniques Union Européenne GPP Criteria
- Guide des achats durables Institut Fédéral pour le Développement Durable





SAW-B: T+32 (0) 71 53 28 30 - info@saw-b.be - www.saw-b.be

Références juridiques (slide 22)

- 1. Circulaire wallonne du 21 juillet 2016
- 2. Programme opérationnel FEDER 2014-2020, pp. 241-242; Annexe II « Modalités spécifiques aux marchés publics » des arrêtés de subvention : « le bénéficiaire est tenu de mettre en place, lors de l'élaboration de ses marchés publics de fournitures, de services ou de travaux, une politique d'achat durable en vue d'optimaliser l'impact économique, social, environnemental et éthique du projet »
- 3. Circulaire de la Société Wallonne du Logement en application de la circulaire du Gouvernement wallon du 21 juillet 2017
- 4. Circulaire fédérale du 16 mai 2014
- 5. Art. 12, 17 et 46 du Décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques
- 6. Circulaire wallonne du 7 septembre 2017
- 7. Art. L3341-3 du Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation
- **8**. Programme opérationnel FEDER 2014-2020, pp. 241-242 ; Annexe II « Modalités spécifiques aux marchés publics » des arrêtés de subvention : « le bénéficiaire est tenu de mettre en place, lors de l'élaboration de ses marchés publics de fournitures, de services ou de travaux, une politique d'achat durable en vue d'optimaliser l'impact économique, social, environnemental et éthique du projet »



La prospection dans les marchés publics

Citydev.brussels – en route vers une stratégie circulaire transversale

4e rendez-vous des acheteurs publics responsables

21.10.2022 Laurie Verheyen Coordinatrice Stratégie Economie Circulaire de citydev.brussels



190 ha de terrains en gestion



212 000 m² de bâtiments en propriété



495 sociétés implantées sur nos sites



4.646 logements construits depuis 1988







6 parcs PME/TPE actifs + 4 en développement



58 sites dédiés aux activités économiques



1000 logements en cours de programmation



Une région résiliente





















Faire de citydev.brussels l'acteur référent de l'économie circulaire dans le secteur de l'immobilier en matière de :

- Construction et rénovation circulaires
 - Dynamique circulaire des parcs d'activités



Une région resiliente





















Processus en cours

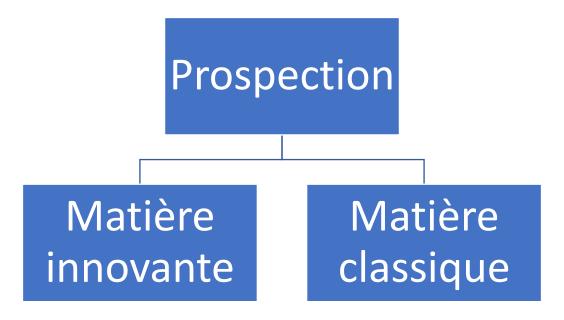
- Coconstruction avec le secteur
- Formations
- Echanges entre MO publics et privés
- Lancement de projets pilotes
- Étude et accompagnement

Afin de:

- Stimuler le marché
- Devenir exemplaire
- Intégrer des critères d'EC dans tous nos projets
- Continuer à innover tous les jours
- Soutenir nos clients dans leur transition



Prospection





Prospection pour marchés ambitieux et innovants

3 cas concrets

Greenbizz

Atelier en étages













Ambitions Economie Circulaire – thématiques be.sustainable







1/ VIS – Vision

Création de projets pilotes pour préciser les ambitions



2/ MAN – Gestion de projet et participation

Actif au sein de citydev.brussels dans la participation citoyenne



3/HUM – Environnement humain

S'adapter au quartier, au bien-être des utilisateurs et aux PMR

4/SPA - Développement spatial



Ouverture sur le quartier (place public) et bâtiment évolutif

5/MOB – Mobilité



Présence d'installations pour favoriser la mobilité douce (vélos cargos)

6/NAT – Développement de la nature



Présence accrue de la nature (faune et flore)

7/WAT – Cycle de l'eau



Gestion des eaux de pluies, limitation de la consommation d'eau

8/PHY – Environnement physique



Gestion du risque de surchauffe

9/MAT - Matière et ressources



Stratégie circulaire forte pour la gestion des ressources et l'empreinte carbone à tout stade du projet

10/ENE – Energie



Objectif d'exemplarité en gestion de l'énergie pour les activités industrielles peu réglementées



1. Consultation professionnels du réemploi

			Quantité	The second secon		Quantité max		lécurrence		Garantie exigence	5	Fournisseur
Famille	Lieux	Y Equipement	nécessaire GII	Description	Aptitude technique	disponible *	Dimension du	u stock	Prix moyen	techniques	Remarqu	s à 🔻
				Pour sanitaire:								/
				125m² de sol et 250m² muraux								/
				Pour douche:	résistant au faible choc							
Revêtement	sanitaire et douche	e carrelage céramique	500m²	40m² de sol et 50m² muraux	facile d'entretien (hygiénique), résistance au glissement	<u>t</u>						
				50m² de terrasse extérieure								
1				20% des 600m² de la place								
1	aménagement			publique	bois imputrescible, résistant à l'eau et au gel, résistance	.e						
	extérieur	parquet extérieur	170m²		au glissement							
				100m² mezzanine horeca	résistant au passage intensif, résistant à l'eau (traitemen	ent						

Objectifs:

Identification des postes en exigences minimales

Conclusions:

- → Coordinateur réemploi
- → Bureau spécialisé en économie circulaire
- → Bureau de contrôle



2. Consultation du secteur concernant les ambitions

Objectifs:

- Tester nos ambitions en matière de réversibilité et reconversion ainsi que réemploi

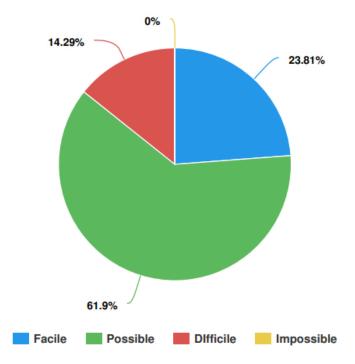
Méthodologie

- Présentation globale du projet
- Questionnement du secteur sur des questions





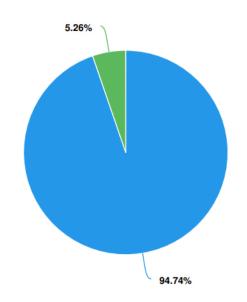
#	Question	Nb.	%
2	Comment évaluez-vous l'ambition de concevoir une façade qui est démontable et permet un réemploi futur des matériaux et éléments utilisés ?	21	100%
	Facile	5	23.81%
	Possible	13	61.9%
	DIfficile	3	14.29%
	Impossible	0	0%





Un coordinateur circuit réemploi est-il envisageable?

#	Question	Nb.	%
12	Un coordinateur circuit réemploi est-il envisageable?	19	100%
	Oui	18	94.74%
	Non	1	5.26%



18.1	Concernant les différents postes ci-dessous, quel pourcentage de réemploi vous semble-t-il réaliste ? 0 = entre 0 et 10 ; 1 = entre 10 et 20 ; 2 = entre 20 et 30 ; 10 = la totalité - Les installations de chantier (prix)	19 (100%)
	0	2 (10.53%)
	1	1 (5.26%)
	2	2 (10.53%)
	3	2 (10.53%)
	4	0 (0%)
	5	2 (10.53%)
	6	2 (10.53%)
	7	3 (15.79%)
	8	4 (21.05%)
	9	1 (5.26%)
	10	0 (0%)



Clés de réussite de cette prospection

- Communiquer assez largement sur l'événement
- Ne pas dévoiler les détails du marché
- Joindre le PV des interactions et les résultats du questionnaire aux documents de marchés





Prospection pour marchés ambitieux et innovants

3 cas concrets

Inventaire Matériaux

Objet du marché

Lancer un marché cadre concernant les inventaires matériaux de nos bâtiments avec stratégie EC

Objectifs de la consultation

- Création d'outils utiles pour nos chantiers
- Partage avec d'autres MO public (1 format commun ?)

Processus de consultation

- Workshop avec entrepreneurs, bureaux de conceptions et professionnels du réemploi





Prospection pour marchés ambitieux et innovants

3 cas concrets

Poubelles

Objet du marché et particularités

- Produire des contenants de pré-collecte multiflux de déchets en RBC via un processus de consultation citoyenne
- Peu d'innovation dans la production → processus participatif
- Si le prototype ne convient pas, pas de commande
- Cibles: industriels, makers/designers, pro EC

Processif consultatif

- Session d'info et de prospection
- Activation du réseau via des contacts billatéraux











Prospection dans des marchés plus classiques Quelques conseils

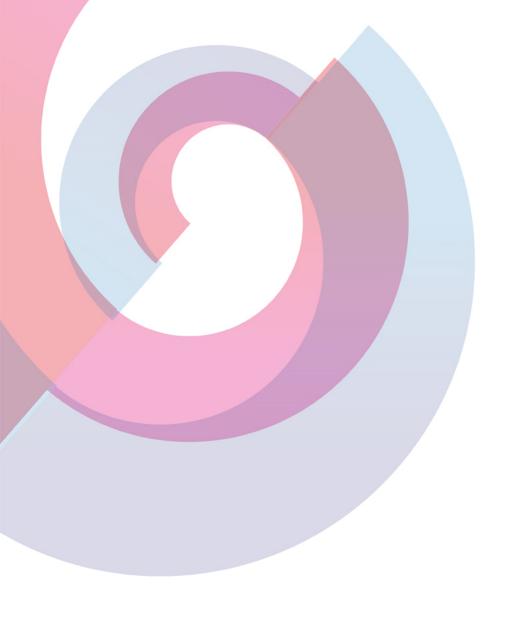
Outils de communication

- Visibilité sur les réseaux sociaux
- Prise de contact personnalisée avec les prospects intéressants (surtout quand on vise des acteurs locaux de petite tailles)
- Relais via des partenaires sectoriels : newsletters, mailing, réseaux sociaux

Planification et visibilité des marchés annuellement

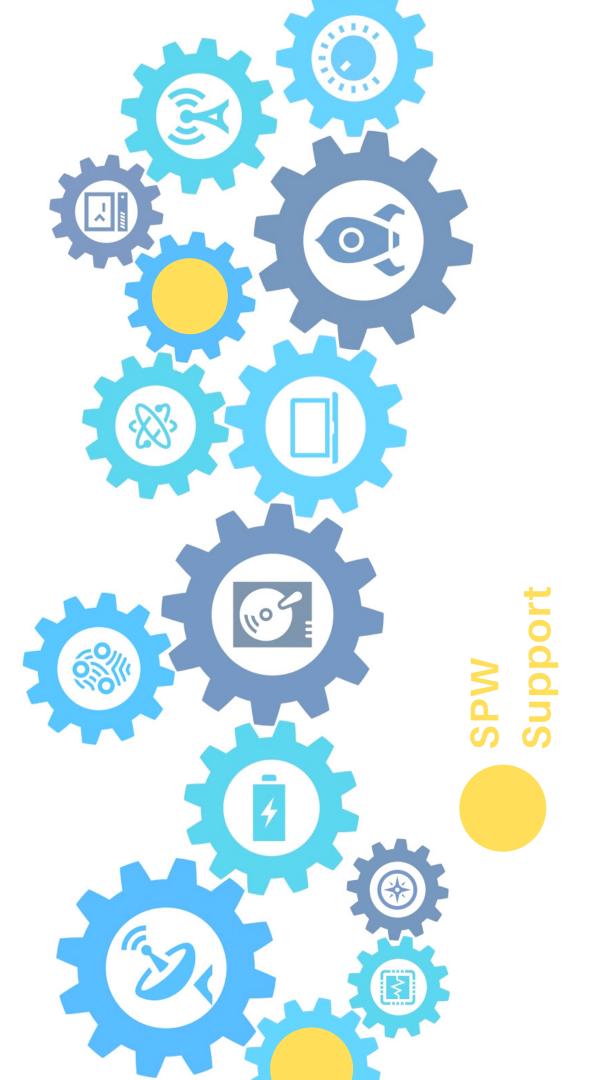
- 1x par an communication générale sur les marchés à venir // Realty





Merci! Bedankt!





Une prospection réussie, du win win pour les pouvoirs adjudicateurs et les opérateurs économiques

Direction des Marchés publics et des Assurances

4ème rendez-vous des acheteurs publics responsables

21 octobre 2022



INTRODUCTION

CH 1 - La prospection, de quoi s'agit-il?

CH 2 - La prospection, est-ce autorisé?

CH 3 - La prospection, comment procéder?

CH 4 - La prospection, utile pour les pouvoirs adjudicateurs et les opérateurs économiques ?

QUESTIONS-RÉPONSES



Chapitre 1
La prospection,
de quoi s'agit-il?

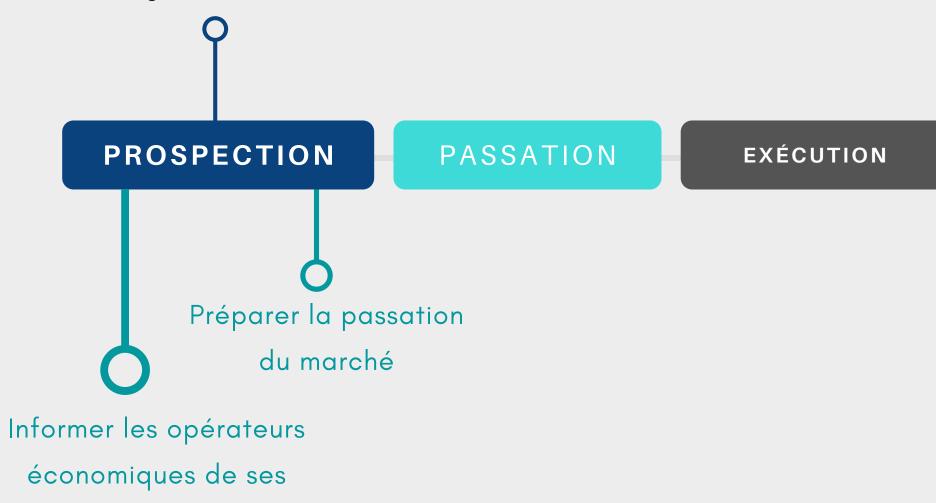




Définitions & objectifs

La prospection est une étape préalable à la passation du marché permettant au pouvoir adjudicateur de chercher, transmettre et collecter des informations par le biais de « consultations du marché » en vue de :

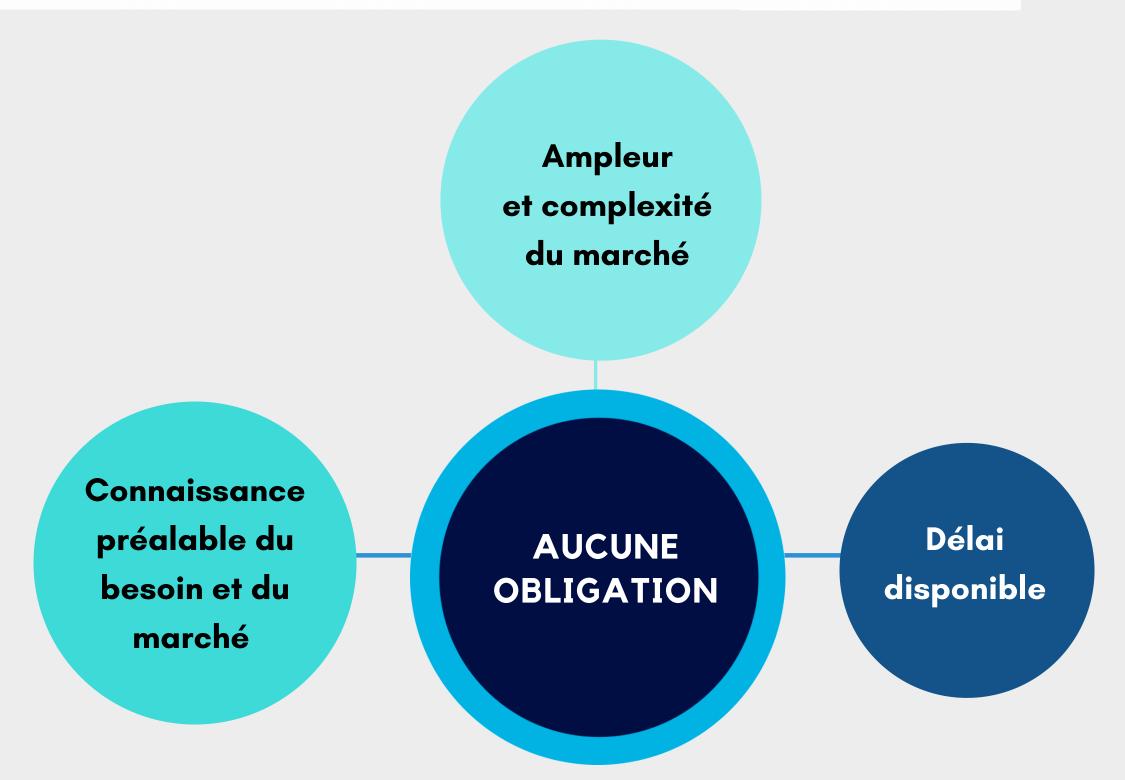
- Déterminer son besoin et de concevoir son marché de le plus adéquatement possible
- Rédiger au mieux son CSC





projets

Est-ce une étape obligatoire?



Attention!

Ne pas trop rapidement faire
l'impasse sur cette étape

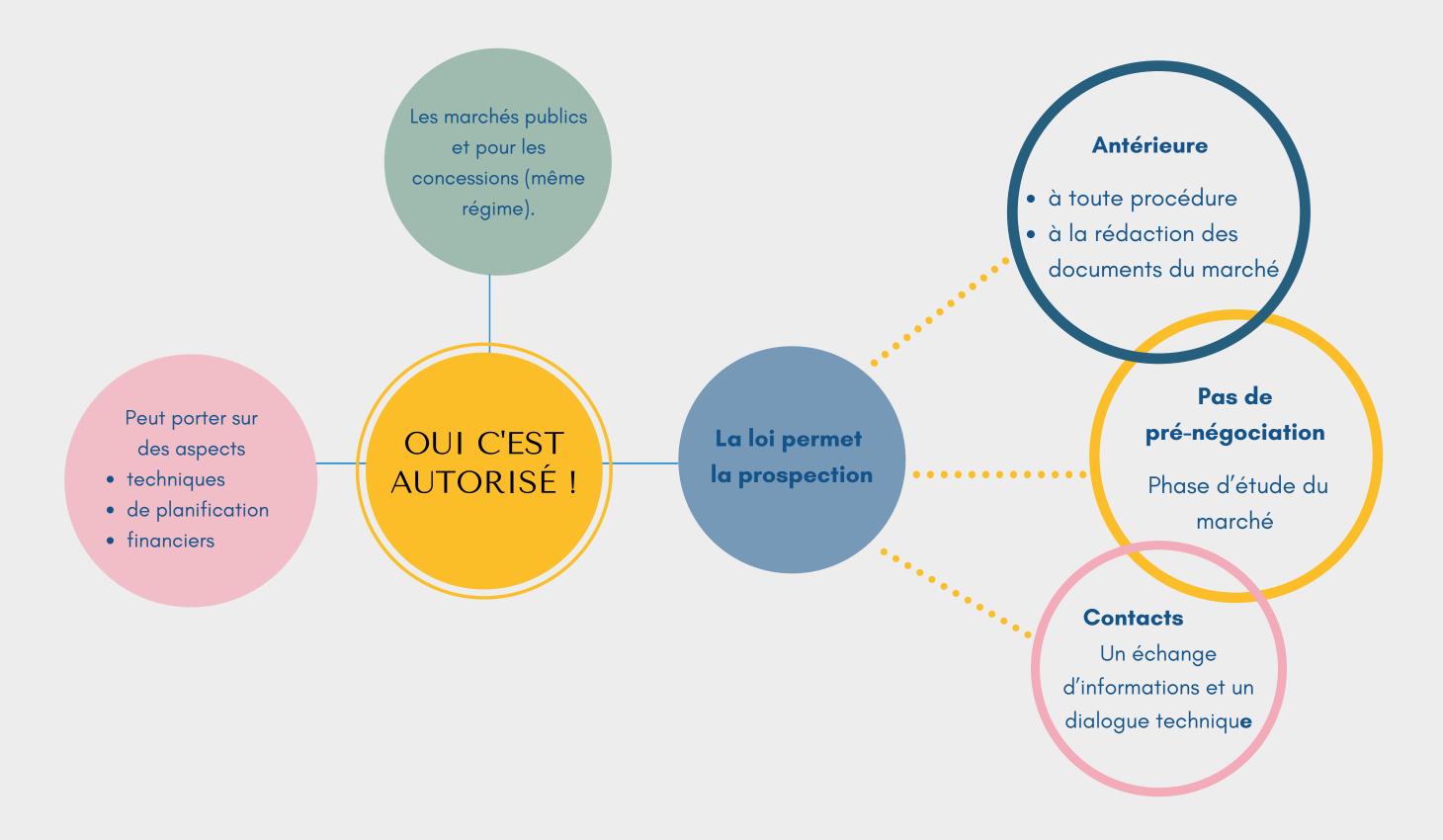


Gain de temps à de multiples étapes d'un marché

Chapitre 2
La prospection,
est-ce autorisé?







La loi impose aux pouvoirs adjudicateurs de prendre les mesures appropriées pour s'assurer que **la concurrence ne soit pas faussée** à la suite d'une prospection.

PROSPECTION

PASSATION



Pouvoir adjudicateur

consulté

Candidat/soumissionnaire

Obligation de détailler les mesures et de les conserver par écrit dans le dossier administratif

> Ne peut pas être exclu d'office

Motiver sa décision d'interdire la soumission

Avant de pouvoir être exclu: la possibilité de justification écrite (sa participation préalable n'est pas susceptible de fausser la concurrence)



Un délai d'au moins douze jours



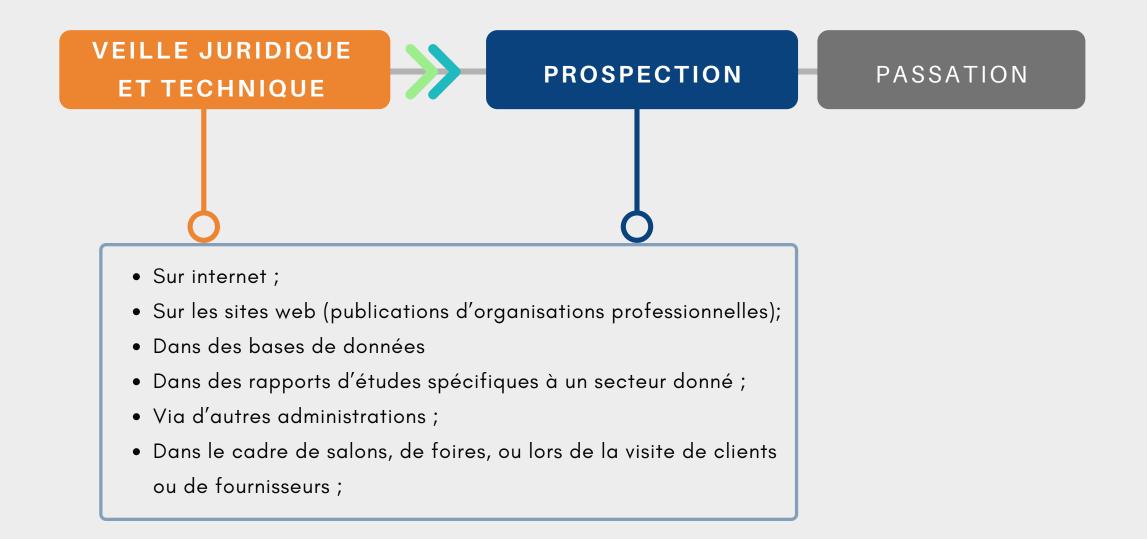


Chapitre 3
La prospection,
comment procéder
?





Où et quand collecter les informations?



Déterminer un cadre avant la prospection

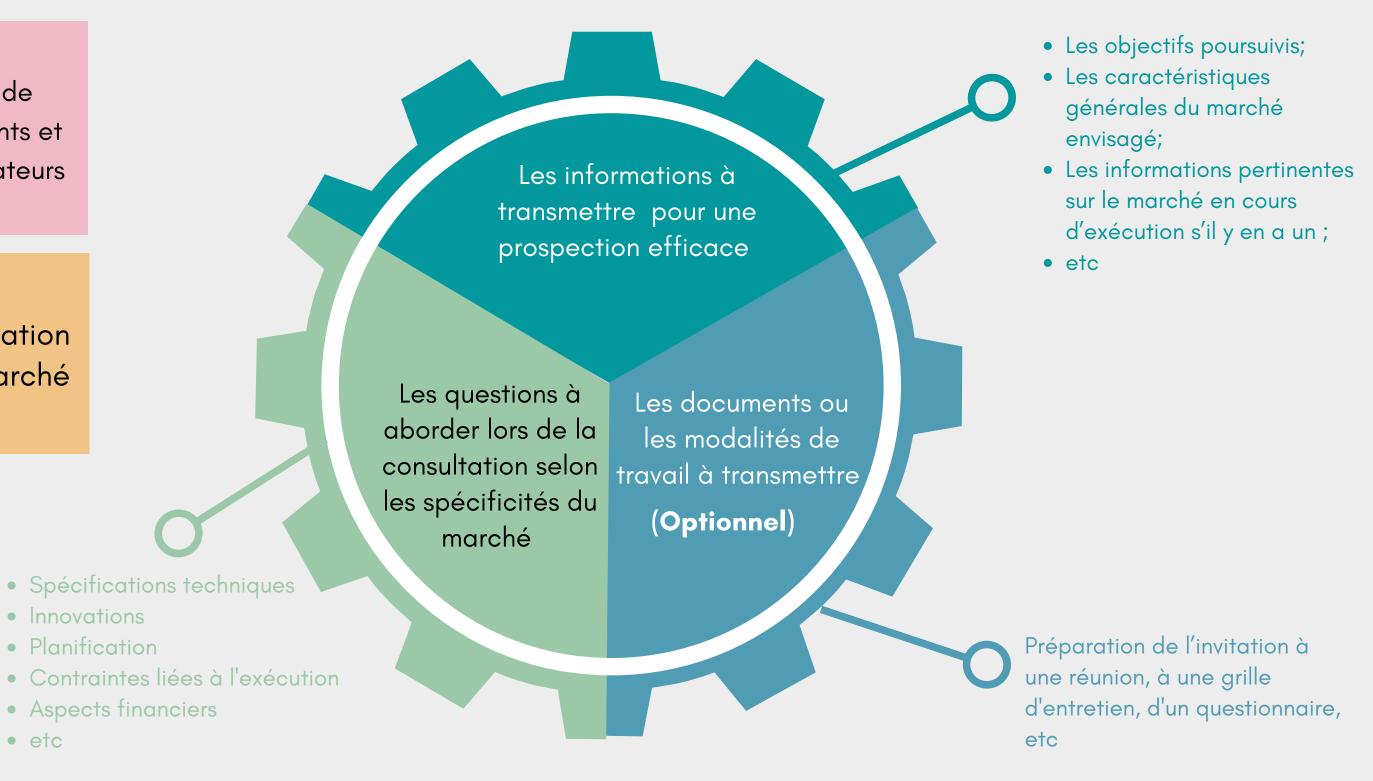
Objectif principal?

Etablir des documents de marché complets, pertinents et accessibles pour les opérateurs économiques

Finalité ultime?

une procédure de passation et une exécution de marché facilitées

• etc



Comment les opérateurs économiques peuvent-ils se préparer de leur côté ?



En anticipant les questions et en préparant un état des lieux des secteurs d'activités dans lequel ils sont actifs



En faisant un point sur les solutions habituelles et innovantes



En dressant la liste des spécificités techniques essentielles des produits/services proposés ;





En déterminant les contraintes déjà rencontrées dans le cadre de marchés précédents et en examinant des possibilités de solutions



Etc

Chapitre 4

La prospection,
utile pour les pouvoirs
adjudicateurs et
les opérateurs
économiques?





Pour les opérateurs économiques

S'efforcer de comprendre le besoin du pouvoir adjudicateur afin de pouvoir le conseiller au mieux

Transmettre un maximum d'informations pertinentes pour que le pouvoir adjudicateur puisse faire des choix

Mettre en valeur ou proposer leurs propres produits/services

Une prospection
réussie facilite
la passation du marché
pour les pouvoirs
adjudicateurs
et la participation au
marché pour les
opérateurs
économiques.



Pour le pouvoir adjucicateur

Interroger les firmes de façon similaire et leur transmettre les mêmes informations

Poser des questions qui, même en étant précises, ne sont pas complètement fermées ou orientées

Être ouvert aux innovations / solutions alternatives proposées par les opérateurs économiques

Ne pas s'engager ou faire des promesses quant au marché à venir

En cas de réunion « face-à-face », rédiger un compte-rendu de la réunion

De manière générale, toujours garder une trace de sa prospection dans le dossier administratif



Direction des Marchés publics et des Assurances

Département Juridique et de la Traduction SPW Secrétariat général SPW Support Place de la Wallonie 1, 5100 Jambes (Bat. II)









Louvain-la-Neuve - 21 octobre 2022





L'accessibilité des marchés publics pour les PME

POURQUOI?

- La commande publique = 14% du PIB européen / 7% du PIB belge et wallon
- Des investissements de relance qui doivent soutenir l'activités des entreprises belges
- Les marchés publics comme levier important pour réaliser ces investissements.

MAIS il reste du chemin à parcourir ...

Taux de participation des PME aux marchés publics : 58%

Taux d'attribution des marchés publics aux PME : 34%

(la Belgique ne laisse derrière elle que le Portugal et la Roumanie)

Nettement plus faibles que dans les autres pays européens

Point d'attention quant à la définition de PME : surtout moins de 50 ETP et également TPE de moins de 10 !



Les freins de la participation des entrepreneurs aux marchés publics

- Processus chronophages
- Conditions nombreuses et disproportionnées pour les plus petites entreprises (ex.: critères de capacité financière)
- Elles n'ont pas le personnel qualifié (ressources humaines)
- Délais de réponse trop longs (notification de l'attribution du marché): perturbe l'organisation des ressources, activités et carnets de commandes
- Délais de paiement trop longs : faciliter les avances et raccourcir + exiger le respect des délais
- De l'incertitude quant à l'attribution du marché
- Etc.



En résumé

Une mauvaise information

Des charges administratives trop lourdes

Des conditions d'accès trop exigeantes et disproportionnées

Des délais trop longs et peu respectés

Des chances de succès trop minces

Le critère du prix le plus bas

Importance d'une logique partenariale

- **Europe** : plan belge pour la reprise et la résilience
- **Fédéral** : plan d'action commun pour stimuler la participation des PME / avant-projet de loi sur les avances, le classement et la signature
- Plan Wallon de Relance

Mais aussi ...

- Observatoire wallon de la commande publique
- Support Prospection de la DMPA
- Rendez-vous APR
- RBC : répertoire des entreprises, rendez-vous meet your buyer



D'autres nombreuses pistes concrètes pour inciter plus de PME à participer et remporter les marchés publics

Privilégier les PME locales – sans contourner la loi	
Sensibiliser et informer : démystifier	Nombreux guides pratiques (Igretec, Charte fédérale,)
Publier davantage	La Région de Bruxelles a pris les devants pour les marchés dépassant 30.000€
Division en lots	Pour que la taille du marché soit proportionnée aux capacités des entreprises (ex.: SWDE et Ville de Namur)
Rédaction de cahiers des charges et clauses adéquates	Identifier les clauses défavorables aux PME
Procédures de passation	Assurer une concurrence effective dans les procédures négociées sans publication préalable
Critère de sélection et d'attribution	Autres que le « prix le plus bas »
Orientation et retour d'informations	Date d'attribution fixe et la plus brève possible
Remboursement des frais engagés	

D'autres nombreuses pistes concrètes pour inciter plus de PME à participer et remporter les marchés publics

Séances de pré-information UCM : « meet your buyer »

Matching entre la demande et l'offre : décrire correctement le besoin, inviter les entreprises à des rencontres avec les adjudicateurs (côté bidirectionnel)

Organiser des formations sur les marchés publics

Créer un réseau d'accompagnement des PME

Incitations fiscales à la formation

Déduction fiscale supplémentaire (120%)

La ville de Bruxelles, votre cliente?

Événement de UCM Bruxelles



> UCM Mouvement Bru... > Agenda > Business Networks...

09 juin 2022 à Salle Java

BUSINESS NETWORKS: LA COMMUNE D'ANDERLECHT VEUT DEVENIR VOTRE CLIENTE!



Avez-vous déjà pensé que la Commune d'Anderlecht pourrait devenir votre cliente ?

La Commune d'Anderlecht souhaite faire connaissance avec les entrepreneurs bruxellois et anderlechtois qui souhaitent fournir des services et des produits à la commune.

C'est pourquoi, en collaboration avec UCM et UNIZO, elle organise un Business Networks sur le thème "Participer aux appels d'offres publics de la commune d'Anderlecht".

Le Service des Achats des Communes et des CPAS, les cuisines bruxelloises et autres services publics des Communes se présenteront à vous. Ils vous informeront sur les besoins d'achats en 2022 et 2023, les conditions d'accès, les règles et procédures des appels d'offres.

			geno in 20:			
Lun	Mar	Mer	Jeu	Ven	Sam	Dim
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			

AA BB



A dupliquer en Wallonie



Séances de pré-information – Meet your buyer

Exemple au niveau de la Ville de Bruxelles

Aviez-vous déjà pensé que la Ville de Bruxelles pourrait devenir votre cliente? En tant qu'indépendant ou PME, il n'est pas toujours facile de s'y retrouver dans les appels d'offres publics émis par les différentes administrations bruxelloises.

C'est pourquoi la <u>Centrale d'Achats de la Ville de Bruxelle</u>s, en collaboration avec UNIZO-Bruxelles et UCM-Bruxelles, organise une séance d'information sur les besoins d'achat de la Ville, les conditions d'accès, le règlement et les procédures d'appels d'offres publics.

En tant qu'entrepreneurs, vous aurez la possibilité de poser des questions directement aux responsables des achats habilités présents durant la session.

Tour d'horizon des appels d'offres importants de ces dernières années et des orientations déjà connues pour 2022-2023. Points d'attention et goulots d'étranglement

Attention : lors de cette séance d'information, des appels d'offres seront abordés dans les domaines de l'alimentation, des services, des matériaux de construction, des réalisation d'études, ...
Les appels d'offres publics liés au secteur informatique et de la construction ne seront pas couverts.

Deux exemples concrets de bonnes pratiques en Wallonie

SWDE

A vraiment inscrit les marchés publics comme activation du potentiel économique wallon dans ses plans d'action et axes stratégiques.

Culture de l'achat public en termes de besoin (et non directement d'achat).

Mise en place d'une approche très dynamique d'identification territoriale des chaînons d'entreprises et chaînons manquants via de la prospection

=> Se rendent dès à présent compte que certaines PME qui étaient présentes auparavant dans leurs marchés en sous-traitance le sont désormais en direct.

Deux exemples concrets de bonnes pratiques en Wallonie

Ville de Namur

Son Plan de Relance (septembre 2020) a été construit pour faire en sorte qu'un maximum de marchés publics puissent être divisés en suffisamment de lots pour que les petites entreprises du territoire puissent facilement y répondre.

Exemple concret relatif à un marché relatif aux sanitaires de toutes les écoles à remplacer => un marché public par école plutôt qu'un marché global pour toute la Ville



Louvain-la-Neuve - 21 octobre 2022











COMMANDE PUBLIQUE COEUR DE LA RELANCE

LES MARCHÉS PUBLICS WALLONS, C'EST...



2.386 MARCHES









FAIBLE MONTANT



MAIS SELLEMENT

7% DU PIB WALLON



ACCORDÉS À DES PME

RENDRE LES MARCHÉS + ATTRACTIFS

DONNER DU POIDS À LA QUALITE











PROSPECTION

C'EST UN D'ALOGUE (FACULTATIF) AVEC LES ENTREPRISES



AVANT LA PROCÉDURE AVANT LA RÉDACTION



PROSPECTION

VEILLER À CE QUE LA CONCURRENCE

PRÉSERVÉE

LAISSER UN DÉLAI SUFFISANT

COMMUNIQUER TOUTES LES INFOS À TOUS



CONTACT INFORMATIF OU TECHNIQUE AVEC PLUSIEURS PRESTATAIRES



PRE-NEGGIATION INTERDITE

FORMER ACCOMPAGNER

DEMYSTIFIER

(MIDE

ASSURER LA CONCURRENCE

ÉVOLUER VERS UN

LOGIQUE PARTENARIALE

INSÉRER DES OV CLAUSES ADÉQUATES

Publier

DAVANTAGE

ATTRIBUTION A SEULEMENT 34%

CHRONOPHAGE

EN LOTS

QUELS SONT

LES FREINS?

TROP

CONDITIONNE

MISER SUR LA QUALITÉ (PLUTÔT QUE LE PRIX)

REMBOURSER LES FRAIS ENGAGÉS SI PRÉ-PROJET

Rapidement



PARTICIPATION DES PME AUX MP

INCERTITUDE

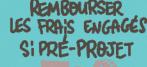
DÉLAIS TROP LONGS

RÉPONSE / PAIEMENT

SENSIBILISER

MANQUE DE

QUALIFI CATION



4 DÉFIS POUR AMÉLIBRER LA COMMANDE PUBLIQUE



2 FACILITER L'ACCÈS ARRIVER

3 RENDRE LES MARCHÉS PLUS DURABLES





DÉVELOPPER UNE STRATEGIE TRANSVERSALE EN ECONOMIE CIRCULAIRE

STIMULER **LE MARCHE** POUR

> DEVENIR EXEMPLAIRE



SOUTENIR LA TRANSITION



Louvain-la-Neuve - 21 octobre 2022











Atelier 1 : Comment rendre la conception des bâtiments publics plus durable, et ainsi influencer les marchés de travaux ?

21|10|2022

Direction du Développement durable Service public de Wallonie secrétariat général

Agenda

13h15	Présentation des outils TOTEM et GRO Magali Deproost – DDD
13h45	Bâtiment Ores : présentation de la démarche de conception Roland Roquiny – Archipelago
14h15	Questions / réponses
14h25	Bâtiment du Cluster Eco-construction : présentation d'un marché de « Design&build » Hervé Jacques – Cluster Eco-construction
14h55	Questions/réponses
15h15	Clôture de l'Atelier



Agenda

Wallonie service public SPW

13h15	Magali Deproost – DDD
13h45	Bâtiment Ores : présentation de la démarche de conception Roland Roquiny – Archipelago
14h15	Questions / réponses
14h25	Bâtiment du Cluster Eco-construction : présentation d'un marché de « Design&build » Hervé Jacques – Cluster Eco-construction
14h55	Questions/réponses
15h15	Clôture de l'Atelier



TOTEM & GRO

Présentation générale de ces outils

21|10|2022

Magali Deproost

SERVICE PUBLIC DE WALLONIEDirection du Développement durable

magali.deproost@spw.wallonie.be



www.totem-building.be









CONTEXTE

Secteur du bâtiment =

50% 50%

40% EMISSIONS CO2

36% 33%

MATIÈRES PREMIÈRES



ENERGIE



DÉCHETS

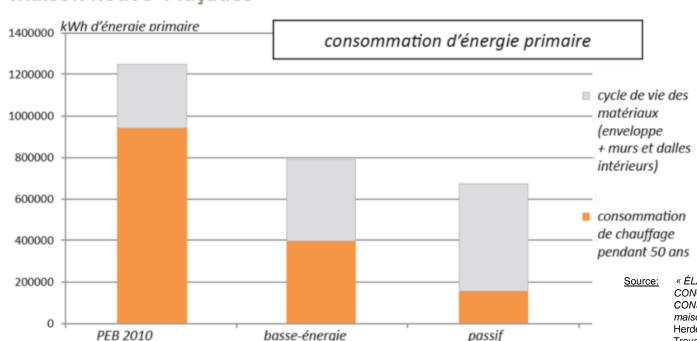


Source: statistiques: Marengo Paolo, Sustainable Construction Guidelines for Public Authorities – A circular Economy perspective (2019)



BÂTIMENT ET ENVIRONNEMENT

Maison neuve 4 façades



« ÉLABORATION D'UN OUTIL D'AIDE À LA CONCEPTION DE MAISONS À TRÈS BASSE CONSOMMATION D'ÉNERGIE Conception de maisons neuves durables» C. Massart et A. De Herde (Architecture et Climat) - 2010 Travail financé par la DGO4, département de l'énergie et du bâtiment durable



TOTEM EST | N'EST PAS

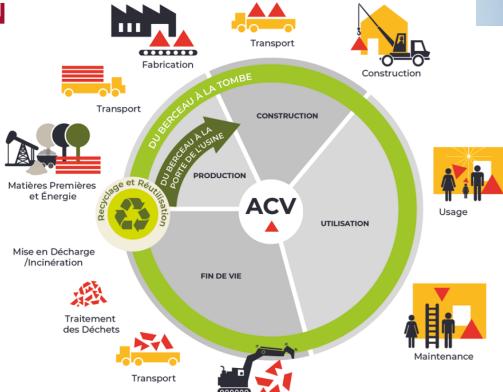
- ✓ TOTEM est...
 - un outil d'<u>évaluation</u> de la performance <u>environnementale</u> des <u>bâtiments</u>
- X TOTEM n'est PAS...
 - un classement des matériaux écologiques
 - un outil de 'durabilité' des bâtiments



MÉTHODE D'ÉVALUATION

\rightarrow TOTEM

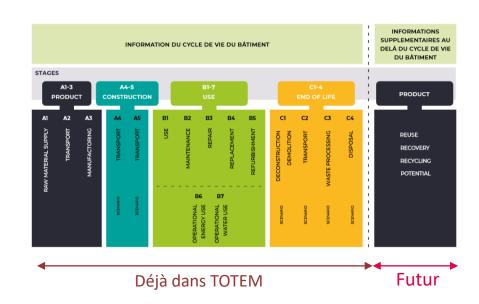
- □ Basée sur ACV
- \perp 1 cycle de vie = 60 ans





COHÉRENCE AVEC LE CADRE EUROPÉEN

- Cohérent avec les normes Européennes
 - EN 15804+A2: 2019 Déclarations environnementales sur les produits de construction
 - EN 15978: 2011 Evaluation de la performance environnementale des bâtiments
 - PEF
- Outil et méthodologie transparents





INDICATEURS

Set d'indicateurs (EN15804+A2)

Impacts environnementaux principaux



(total, fossil, biogenic,

Ozone depletion



Acidificatio



Eutrophication



Photochemical ozone formation



Depletion of abiotic resources



Impacts environnementaux additionnels



land use and I)

Particulate Matter



Ionizing radiation (human health)



Eco-toxicity (fresh water)



Human toxicity



Land use Soil quality

- Climate change: total fossil biogenic - land use and land use change:
- Eutrophication : aquatic freshwater aquatic marine - terrestrial;
- Depletion of abiotic ressources : mineral and metals - fossil fuels;
- Human toxicity: Cancer effects and non-cancer effects

→ Score agrégé en mPt





Génériques

ECOINVENT

Version 3.6





Adaptée au contexte belge :

- Mix énergétique
- Scénarios de transport
- Scénarios de fin de vie

Gérée par le SPF environnement : www.b-epd.be

Het Belgische EPD programma B-EPD









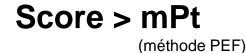


Spécifiques

B-EPDs





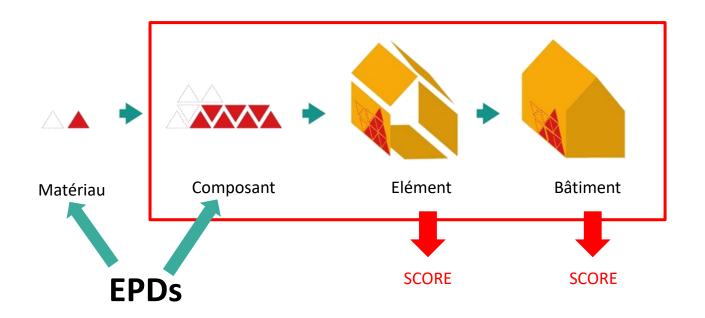








STRUCTURE HIÉRARCHIQUE





CIRCULARITÉ | 1^{ER} ÉTAPE

Statut à attribuer aux composants > impact sur le score

	STAGES										
	A1-3 PRODUCT	A4			B1-7 USE				C1 END O		
	Al A2 A3	Α4	A5	В1	B2 B3	В4	B5	C1	C2	С3	C4
Neuf	X	X	X		X)	(
Réemployé ex situ	(x)*	X	Χ		Х				>	(
Réemployé in situ	(x)*		Χ		Х				>	(
Existant	(x)*				Х				>	(
Démoli)	(

⁽x)* only negative impact linked to uptake biogenic carbon



A VENIR DANS TOTEM

Fonctionnalités:

- Extension bibliothèque > HVAC
- Liens PEB
- BIM et communication avec autres outils











Mais aussi:

- → Amélioration de la **QUALITÉ** des données / résultats
- Communication vers le secteur « comités de suivi »
- → Benchmarking : analyse et préparation d'un cadre



DANS LA PRATIQUE

- → Utilisation sur base volontaire
- → Vers une réglementation
 - □ Depuis 2016 aux Pays-Bas
 - □ Depuis 2022 en France
 - □ Révision directive PEB > LCA + GWP
- → Intégration progressive dans les marches publics
- → Utilisé dans la certification BREEAM : "5+ exemplary score"
- → Utilisé dans GRO





En route vers des bâtiments tournés vers l'avenir

www.gro-tool.be







Inspiré par...

- Gro Harlem Brundtland
- Présidente de la Commission de l'ONU
- "Our common future " (également connu sous le nom de "rapport Brundtland")
- People Planet Profit
- 1987





Outils de durabilité des bâtiments

 International (commercial)







Européen



Flamand











Quelles différences avec GRO?







Pour toutes les fonctions







Pour toutes les tailles





• Évaluation séparée du site



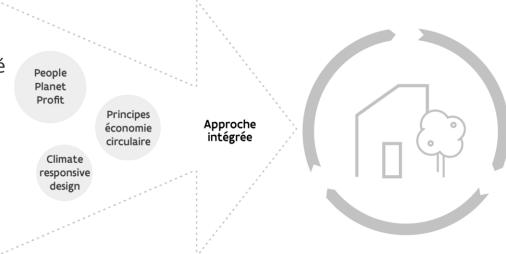
GRO en bref

Ambition

- → fixation et le suivi des niveaux d'ambition
- → lignes directrices pour les bâtiments orientés vers l'avenir

Principes

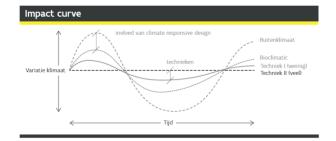
- → processus de conception intégré
- → tout au long du cycle de vie
- → conception sensible au climat
- → People Planet Profit
- → principes circulaires





Ambition : un bâtiment pour le futur

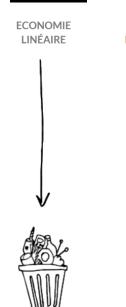
Robuste

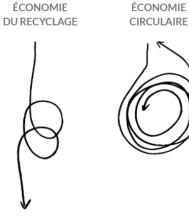


Durable



Circulaire









©Vlaanderen Circulair



GRO: outil(s)

> Manuel de l'utilisateur



> Critères



> Fichier de synthèse



> Annexes : checklists – f. de calcul





Critères: bâtiment

5	Akoestiek	BIN 1
**	Thermisch comfort	BIN 2
9	Binnenluchtkwaliteit	BIN 3
	Visueel comfort	BIN 4
	Erfgoedwaarde	SOC 1
	Sociaal veilig ontwerpen	SOC 2
	Integrale Toegankelijkheid	SOC 3
Fig. 1	Invloed van de gebruiker	GEB 1

	Energieprestatie	ENE 1
UE UE	Hernieuwbare energieën	ENE 2
₽	Energiezuinige installaties	ENE 3
	Behoud van grondstoffen	MAT 1
?	Materiaalkeuze	MAT 2
M	Materialenpaspoort	MAT 3
Ä	Waterverbruik	WAT 1
	Waterhergebruik	WAT 2
≋	Waterafvoer	WAT 3

Impact op de omgeving

OMG 1

OMG 2

OMG 3







Critères: site



Met het openbaar vervoer MOB1



Met de fiets MOB 2



Te Voet MOB 3



Met de auto MOB 4



Ruimtelijke kwaliteit



Bodem- en ruimtegebruik



Aantrekkelijkheid van de omgeving MA3

MA 1

MA 2

MIL 1



Overstromingsrisico



Buitenluchtkwaliteit MIL 2



Buitengeluid MIL 3

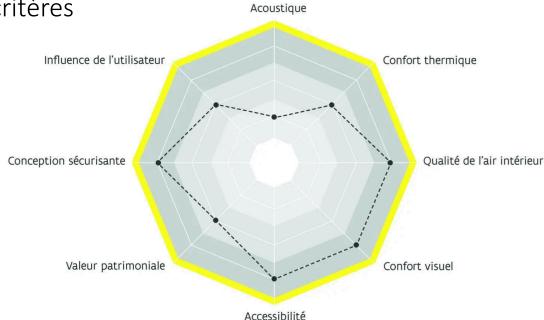


En route vers des bâtiments tournés vers l'avenir

Analyse générale

• Trois niveaux de performance : bon - mieux - excellent

• Pas de pondération des critères

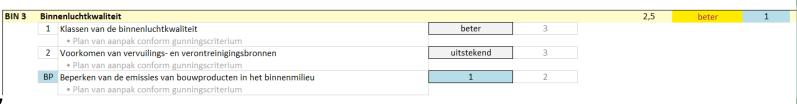




Points Bonus

• Récompense pour un effort substantiel sur la construction circulaire (en bleu dans le fichier de synthèse)

OPTIE A: ONTWERP	EN NAAR EEN ZEER LAAG EMISSIE	EF GEBOUW
		ervlakte) van de materialen in direct contact n gebaseerd op EN 15251 voldoen:
BONUSPUNTEN	TVOS	FORMALDEHYDE





GRO dans les marchés publics - Approche

1

Formuler une **vision** et une ambition claires

2

Fixer des **exigences** réalistes

3

Traduire en un contrat public

• Choix de la procédure

Exemples de textes :

- voir le guide "GRO in public procurement" (EN)
- **GRO**

Voir le manuel GRO

GRO dans les marchés publics – Options possibles

En fonction de la vision, de l'ambition, du calendrier, du budget,...

- GRO comme exigence minimale
- GRO comme critère d'attribution
- GRO comme exigence minimale + critère d'attribution supplémentaire



www.gro-tool.be

GRO

propos de GRO

Utiliser GRO

.

Exemp

Télécharger GR

Contact

Q Chercher.

En route vers des bâtiments tournés vers l'avenir







QU'EST-CE QUE C'EST GRO?

GRO est un outil permettant de mesurer et d'accroître la durabilité des projets de construction.

L'ambition de GRO est d'utiliser un processus de conception intégré afin de créer des bâtiments confortables et à l'épreuve du temps, qui mettent fortement l'accent sur la construction circulaire.

LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION : UN ACTEUR CLÉ POUR UN AVENIR DURABLE

Le secteur de la construction est l'un des secteurs économiques les plus importants en Belgique. Cependant, il représente 40 % de la consommation d'énergie, est l'un des plus grands producteurs de déchets et l'un des plus grands consommateurs de matières premières,

QUI UTILISE GRO?

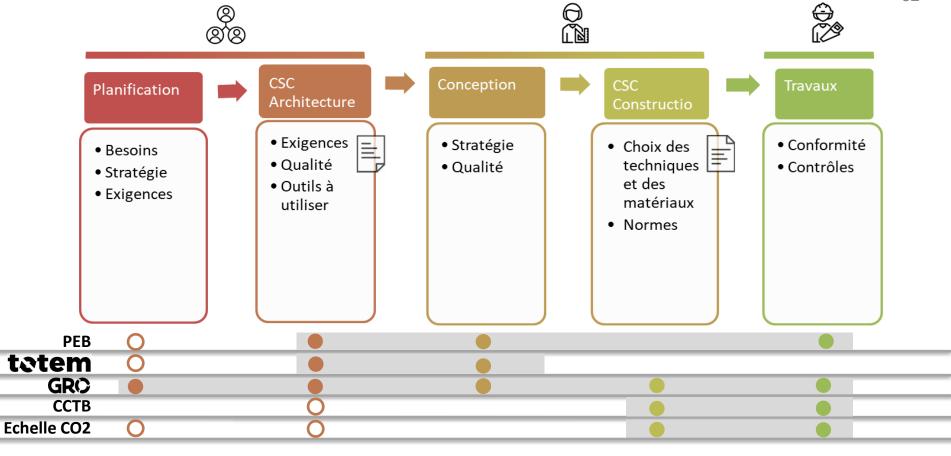
Cet outil peut être utilisé tant par les maîtres d'ouvrage que par les concepteurs, et ce au cours des différentes phases d'un projet privé et/ou public. GRO convient tant aux projets de nouvelle construction qu'aux rénovations et aux projets de réaménagement de bâtiments existants.

GRO 2020.1

Cette quatrième version du GRO peut être utilisée comme un manuel au cours des différentes phases d'un projet de construction. Il s'agit encore de la version flamande de l'outil GRO. Mais les trois régions travaillent ensemble à une nouvelle version commune afin de rendre l'outil GRO applicable dans toute la Belgique. Cette version sera bientôt disponible.



Outils dans les marchés publics



Liens utiles

SPW – DDD: https://developpementdurable.wallonie.be

TOTEM: https://www.totem-building.be

Référentiel GRO: https://www.gro-tool.be/?lang=fr

Echelle de performance CO₂: https://www.echelledeperformanceco2.be/fr/

CCTB: https://batiments.wallonie.be/home.html





MERCI POUR VOTRE ATTENTION ©

Magali Deproost

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

Direction du Développement durable

magali.deproost@spw.wallonie.be

Service public de Wallonie secrétariat général

Agenda

	<mark>/allonie</mark> ervice pu PW	ıblic
1	I5h15	Clôture de l'Atelier
1	14h55	Questions/réponses
1	14h25	Bâtiment du Cluster Eco-construction : présentation d'un marché de « Design&build » Hervé Jacques – Cluster Eco-construction
1	l4h15	Questions / réponses
1	13h45	Bâtiment Ores : présentation de la démarche de conception Roland Roquiny – Archipelago
1	13h15	Magali Deproost – DDD



Nouveau siège central ORES / Aéropôle de GOSSELIES / 22 octobre 2022





Appel d'offres 2011



Programme

- Nouveau siège central d'ORES
- Capacité de 700 personnes
- Transformable et extensible
- Nouveau Monde du Travail
- Parking de 500 places

Bruxelles



Charleroi

Procédure négociée Candidature Offre Phase 1 : esquisse pes

Phase 2 : AP + honoraires

2 équip

- Compétition anonyme en phases 1 et 2
- Indemnité en phase 2 : 75 000 €
- Répartition des points : 40 honoraires et 60 projet

Négociation finale

Attribution

Un Cahier des Charges résolument orienté vers la durabilité et la circularité

« Ce bâtiment devra affirmer une volonté d'entreprise moderne et citoyenne, être une référence en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau et en matière d'ergonomie, utiliser les techniques les plus récentes en matière d'isolation, de ventilation, de rafraîchissement, d'utilisation de la lumière naturelle et de modularité, intégrer des sources de production d'énergie renouvelable et requérir un budget de fonctionnement limité.

En bref, ce bâtiment sera un modèle de construction durable et satisfera au référentiel VALIDEO. »*

* Extrait du cahier des charges du concours – version du 25 01 2012 »

Performances minimales demandées :

- E60 > E23
- K25 > K20
- NZEB (bâtiment à énergie quasi nulle)

Des critères d'attribution (phase 2) qui intègrent la durabilité

- 1. Qualité architecturale du projet (15 points)
 - 1.1. L'esthétique: 3 points
 - 1.2. L'innovation ou l'originalité : 3 points : intégration de la structure, intégration de panneaux PV, protections solaires, alternative NWOW.
 - 1.3. La fonctionnalité et l'agencement des fonctions : 3
 - 1.4. L'intégration dans l'environnement paysager : 3 points
 - 1.5. Les matériaux choisis (aspect): 3 points: couleurs, textures, impact environnemental
- 2. Qualité technique du bâtiment (20 points)
 - 2.1. La robustesse et la longévité des équipements et matériaux choisis : 4 points
 - 2.2. L'accessibilité des différents ouvrages et équipements techniques : 4 points
 - 2.3. Les conditions d'entretien : 4 points
 - 2.4. L'empreinte écologique du bâtiment : 4 points
 - 2.5. L'utilisation de la lumière naturelle : 4 points
- 3. Performance énergétique globale du bâtiment (20 points)
 - 3.1. Performance énergétique du bâtiment (PEB) ou kWh/m²/an : 4 points
 - 3.2. Intégration des Sources d'Energie Renouvelable (SER) : 4 points
 - 3.3. Dispositif pour éviter la surchauffe du bâtiment : 4 points
 - 3.4. Domotique: 4 points
 - 3.5. Estimation des besoins énergétiques annuels : 4 points
- 4. Qualité du plan d'exploitation du bâtiment (20 points)
- 5. Prix de construction (20 points)
- 6. Estimation du planning de construction et du délai de mise à disposition de l'ouvrage (5 points).





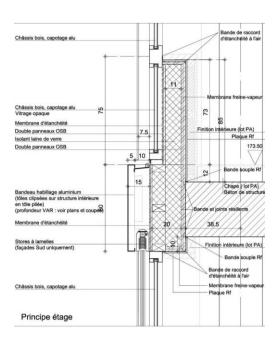
Comment interpréter les intentions du Maitre d'ouvrage dans le



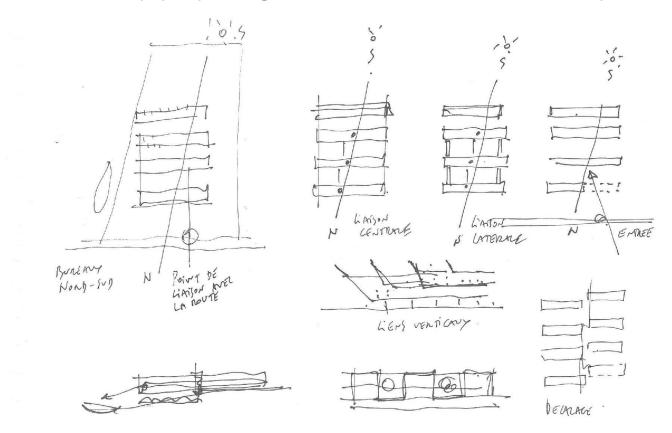
Echelles du territoire, du site et des composants





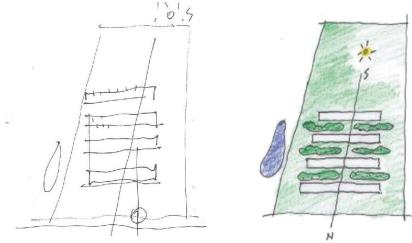


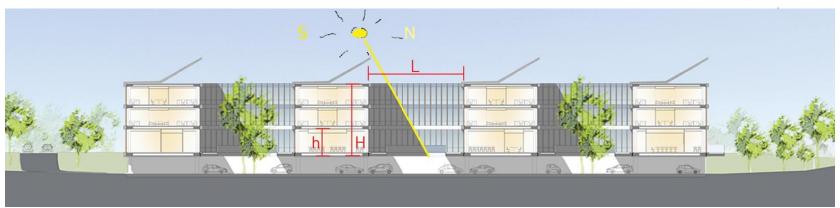
Une réflexion d'équipe qui intègre architecture, durabilité et techniques



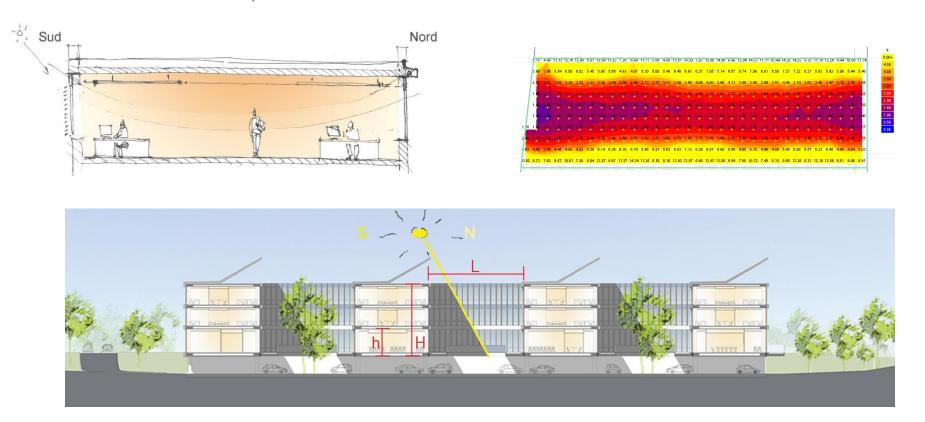
Lumière naturelle

- Exposition Nord et Sud des ailes de bureaux
- Gabarit rez+2
- Hauteurs libres 3,70 m & 3,40 m
- Largeur des plateaux 12 m
- Jardins entre les ailes





Dimensionnement par simulation de l'ensoleillement

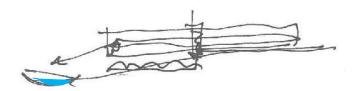


Protections solaires adaptées à l'orientation





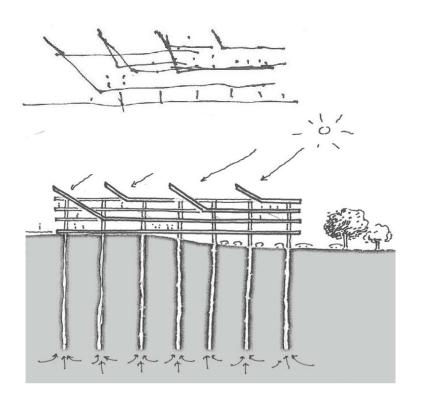
Tirer parti du relief pour réduire les terrassements







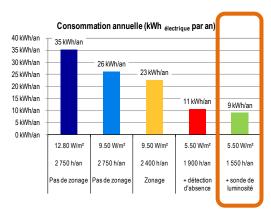
Géothermie et panneaux photovoltaïques





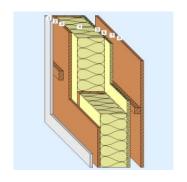
Optimalisation énergétique

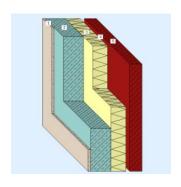
- Etanchéité à l'air de l'enveloppe > standard passif
- Triple vitrage au rez-de-chaussée
- Ventilation hygiénique avec récupération de chaleur et d'humidité à haut rendement
- Chaud et froid par pompes à chaleur eau-eau et plafonds rayonnants associés à l'inertie des planchers
- Gestion fine des équipements par zones





Matériaux





GWP: Emissions CO2 eq. (kgCO2/m²)

120 kgCO2/m²

90 kgCO2/m²

60 kgCO2/m²

30 kgCO2/m²

-30 kgCO2/m²

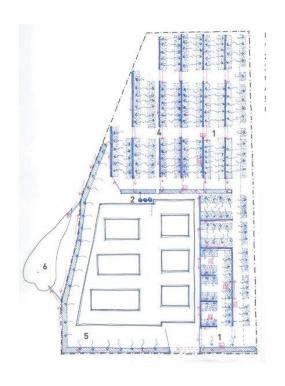
-70 kgCO2/m²





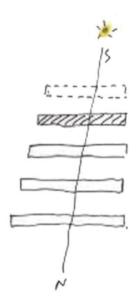
Eau et paysage





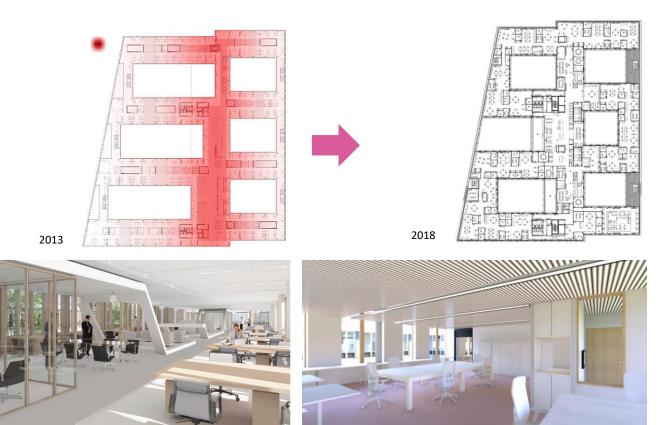
Adaptabilité et extensibilité

- Plateaux modulaires sans colonnes intermédiaires
- Possibilité d'ajouter des ailes supplémentaires
- Reconvertible en laboratoires





Degré d'incertitude



Certifications

- BREEAM very good
- BATiment Exemplaire RW 2013
- VALIDEO





Une nouvelle façon de travailler entre patios et jardins

















Agenda

14h55	Questions/réponses
	Hervé Jacques – Cluster Eco-construction
14h25	Bâtiment du Cluster Eco-construction : présentation d'un marché de « Design&build »
14h15	Questions / réponses
13h45	Bâtiment Ores : présentation de la démarche de conception Roland Roquiny – Archipelago
13n15	Magali Deproost – DDD



15h15

Clôture de l'Atelier

Agenda

13h15	Présentation des outils TOTEM et GRO Magali Deproost – DDD
13h45	Bâtiment Ores : présentation de la démarche de conception Roland Roquiny – Archipelago
14h15	Questions / réponses
14h25	Bâtiment du Cluster Eco-construction : présentation d'un marché de « Design&build » Hervé Jacques – Cluster Eco-construction
14h55	Questions/réponses



15h15

Clôture de l'Atelier



Nouveau siège central ORES / Aéropôle de GOSSELIES / 22 octobre 2022



Roland Roquiny ingénieur civil architecte / managing partner / rroquiny@archipelago.be

a

Appel d'offres 2011



Programme

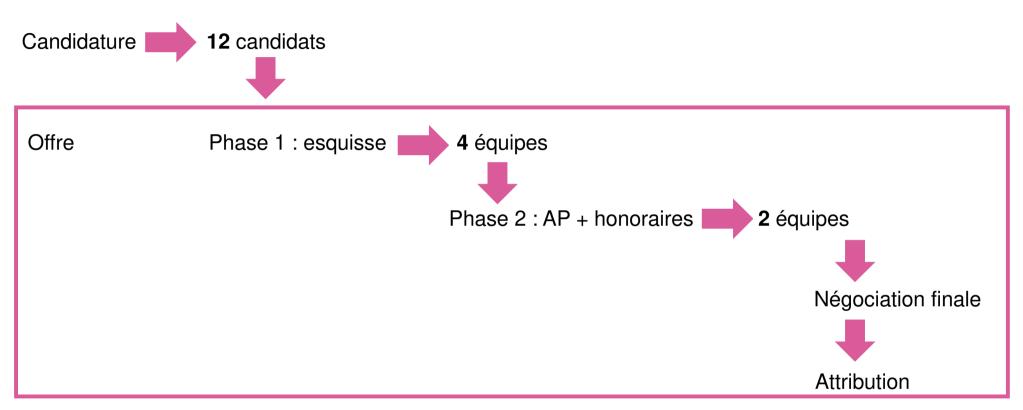
- Nouveau siège central d'ORES
- Capacité de 700 personnes
- Transformable et extensible
- Nouveau Monde du Travail
- Parking de 500 places

Bruxelles



Charleroi

Procédure négociée



- Compétition anonyme en phases 1 et 2
- Indemnité en phase 2 : 75 000 €
- Répartition des points : 40 honoraires et 60 projet

Un Cahier des Charges résolument orienté vers la durabilité et la circularité

« Ce bâtiment devra affirmer une volonté d'entreprise moderne et citoyenne, être une référence en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau et en matière d'ergonomie, utiliser les techniques les plus récentes en matière d'isolation, de ventilation, de rafraîchissement, d'utilisation de la lumière naturelle et de modularité, intégrer des sources de production d'énergie renouvelable et requérir un budget de fonctionnement limité.

En bref, ce bâtiment sera un modèle de construction durable et satisfera au référentiel VALIDEO. »*

Performances minimales demandées :

- E60 > E23
- K25 > K20
- NZEB (bâtiment à énergie quasi nulle)

^{*} Extrait du cahier des charges du concours – version du 25 01 2012 »

Des critères d'attribution (phase 2) qui intègrent la durabilité

- 1. Qualité architecturale du projet (15 points)
 - 1.1. L'esthétique : 3 points
 - 1.2. L'innovation ou l'originalité : 3 points : intégration de la structure, intégration de panneaux PV, protections solaires, alternative NWOW.
 - 1.3. La fonctionnalité et l'agencement des fonctions : 3
 - 1.4. L'intégration dans l'environnement paysager : 3 points
 - 1.5. Les matériaux choisis (aspect): 3 points: couleurs, textures, impact environnemental
- 2. Qualité technique du bâtiment (20 points)
 - 2.1. La robustesse et la longévité des équipements et matériaux choisis : 4 points
 - 2.2. L'accessibilité des différents ouvrages et équipements techniques : 4 points
 - 2.3. Les conditions d'entretien : 4 points
 - 2.4. L'empreinte écologique du bâtiment : 4 points
 - 2.5. L'utilisation de la lumière naturelle : 4 points
- 3. Performance énergétique globale du bâtiment (20 points)
 - 3.1. Performance énergétique du bâtiment (PEB) ou kWh/m²/an : 4 points
 - 3.2. Intégration des Sources d'Energie Renouvelable (SER) : 4 points
 - 3.3. Dispositif pour éviter la surchauffe du bâtiment : 4 points
 - 3.4. Domotique: 4 points
 - 3.5. Estimation des besoins énergétiques annuels : 4 points
- 4. Qualité du plan d'exploitation du bâtiment (20 points)
- 5. Prix de construction (20 points)
- 6. Estimation du planning de construction et du délai de mise à disposition de l'ouvrage (5 points).





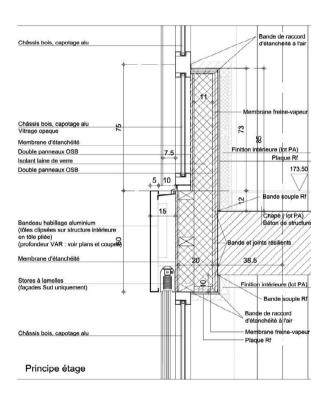
Comment interpréter les intentions du Maitre d'ouvrage dans le projet?



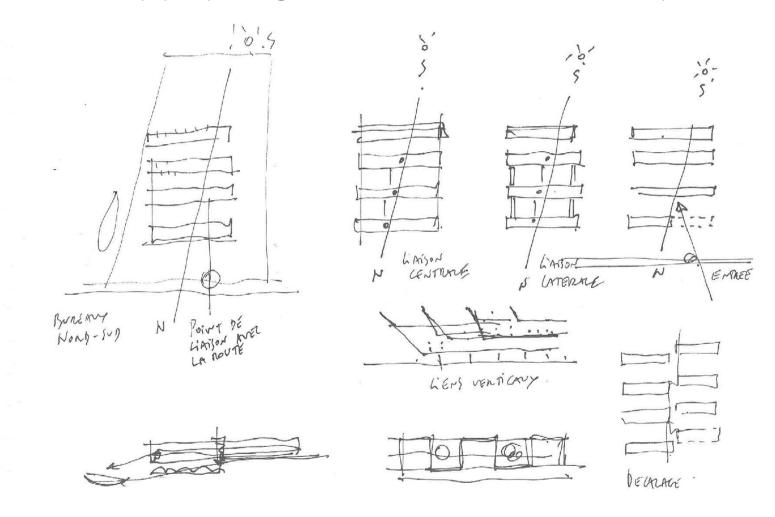
Echelles du territoire, du site et des composants





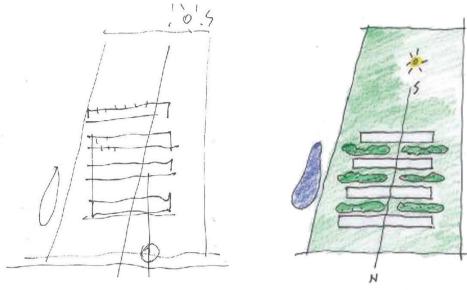


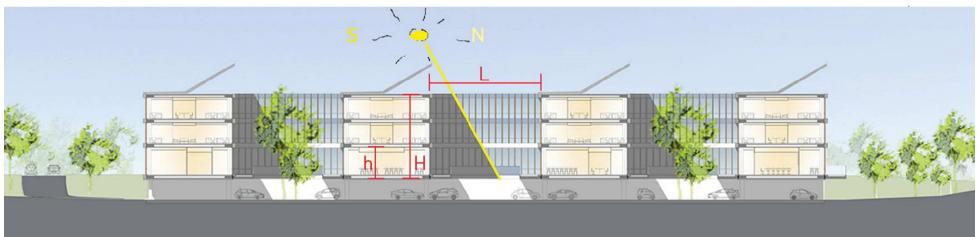
Une réflexion d'équipe qui intègre architecture, durabilité et techniques



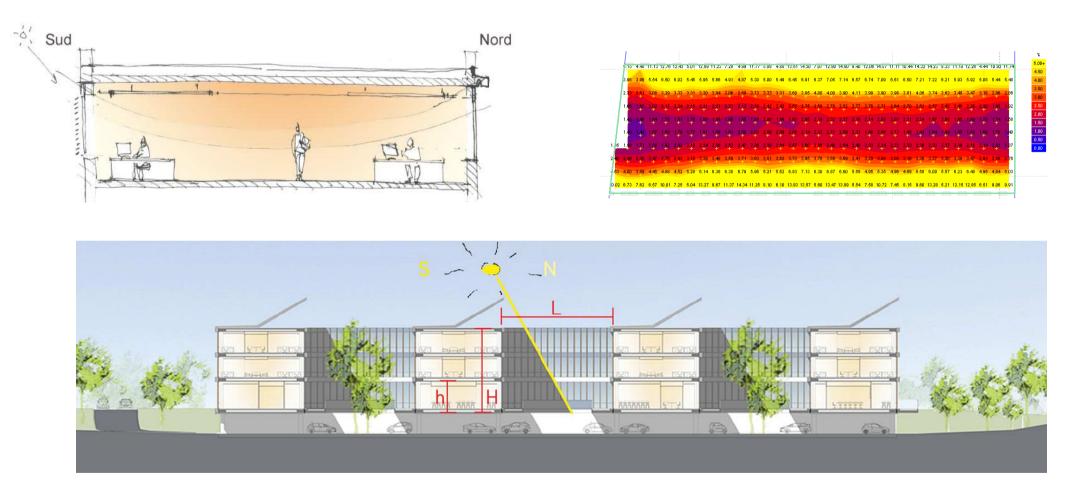
Lumière naturelle

- Exposition Nord et Sud des ailes de bureaux
- Gabarit rez+2
- Hauteurs libres 3,70 m & 3,40 m
- Largeur des plateaux 12 m
- Jardins entre les ailes





Dimensionnement par simulation de l'ensoleillement

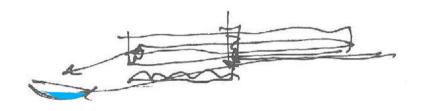


Protections solaires adaptées à l'orientation





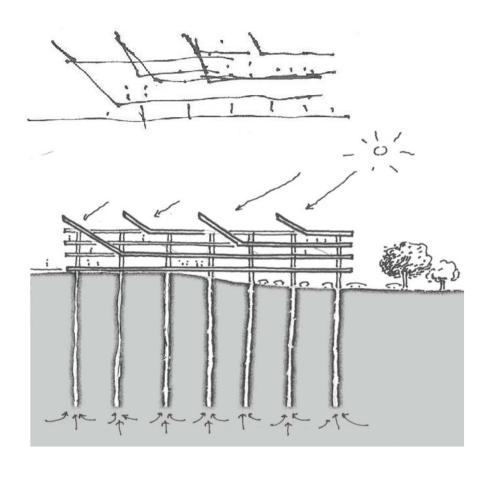
Tirer parti du relief pour réduire les terrassements







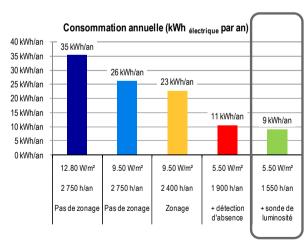
Géothermie et panneaux photovoltaïques





Optimalisation énergétique

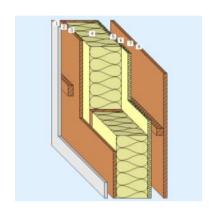
- Etanchéité à l'air de l'enveloppe > standard passif
- Triple vitrage au rez-de-chaussée
- Ventilation hygiénique avec récupération de chaleur et d'humidité à haut rendement
- Chaud et froid par pompes à chaleur eau-eau et plafonds rayonnants associés à l'inertie des planchers
- Gestion fine des équipements par zones

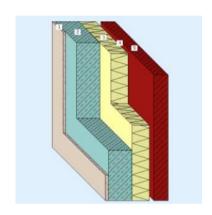


Importance d'une gestion fine de l'éclairage

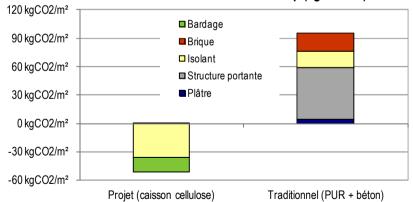


Matériaux





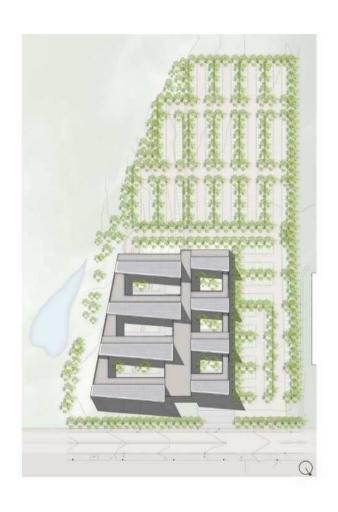
GWP : Emissions CO2 eq. (kgCO2/m²)

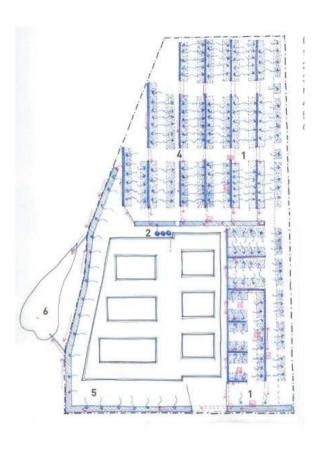






Eau et paysage



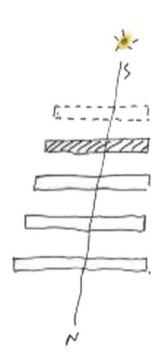


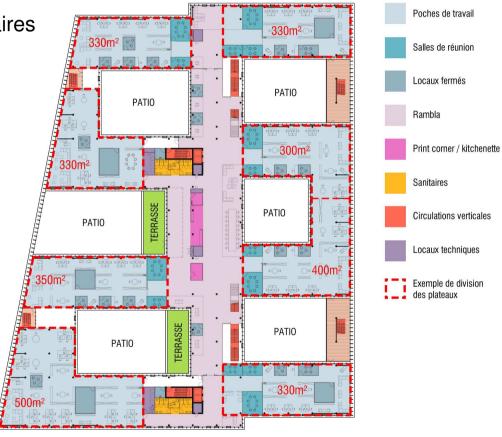
Adaptabilité et extensibilité

- Plateaux modulaires sans colonnes intermédiaires

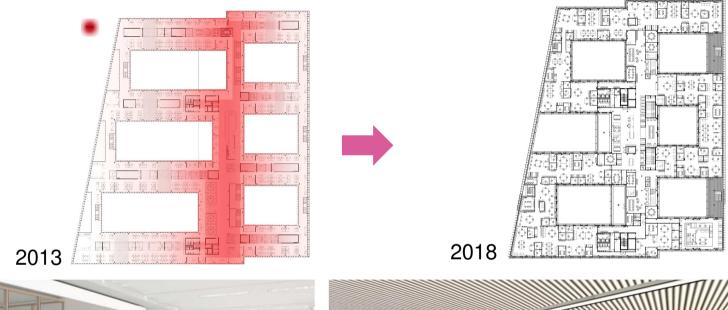
- Possibilité d'ajouter des ailes supplémentaires

- Reconvertible en laboratoires





Degré d'incertitude







Certifications

- BREEAM very good BATiment Exemplaire RW 2013 VALIDEO





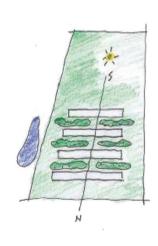
Une nouvelle façon de travailler entre patios et jardins















Vous voulez en savoir plus sur la façon dont nous abordons les projets ?

Restons en contact!

